

Sous la direction de Aurélien PERROIS

Avril - Juin 2019

N°6 - 4.80€



BAL D'INFLUENCE EN ASIE CENTRALE : QUELLE AUTONOMIE FACE À LA RUSSIE ET LA CHINE

DAVID GAÜZÈRE

Membre d'Honneur de Geopolitical
Research Analysis Circle

YASMINE GOUEDARD

Ambassadrice de France au
Tadjikistan

Pierre RAUTUREAU • Romain BERTOLINO • Karl HADDAD • Inès CAVALLI

Avertissement

Les propos exprimés par chaque rédacteur n'engagent ni l'association « Ambassadeurs de la Jeunesse », ni les rédacteurs entre eux, ni les membres du comité de relecture, ni les auteurs des photographies et cartographies.

Les photographies contenues dans la revue font l'objet d'un usage libre, même commercial, et sont issues de pixabay.com. L'utilisation des photos de pixabay.com dans un cadre et contexte différents de la présente revue est autorisée mais ne saurait être associée à cette revue. L'auteur de la photo n°2 est Bolin Ai, dont les droits ont été spécifiquement prêtés pour ce numéro.

Les cartographies affichées sont destinées à être des représentations indicatives, et ont comme source les frontières présentées par « Google Map » en France. De ce fait, toute contestation de celles-ci ne saurait engager la responsabilité des « Ambassadeurs de la Jeunesse ».

Aucune des représentations (logo, nom, etc.) de marques, d'organismes privés ou publics apparaissant dans les photographies utilisées n'a pour objectif d'identifier les « Ambassadeurs de la Jeunesse » ou les propos des rédacteurs à celles-ci.

© Tous droits réservés, Paris, Ambassadeurs de la Jeunesse, 2019.

Toute reproduction et distribution est strictement interdite. L'association « Ambassadeurs de la Jeunesse » se réserve le droit d'exercer les recours nécessaires en cas de manquement.

Ambassadeurs de la Jeunesse
31 Rue de Poissy, 75005 Paris
E-mail : contact@ambassadeurs-jeunesse.org
Site internet : www.ambassadeurs-jeunesse.org

Éditorial

En 2013, à l'Université Nazarbaïev d'Astana (aujourd'hui Noursoultan), capitale du Kazakhstan, le président chinois Xi Jinping déclare vouloir recréer les antiques routes de la soie qui ont permis aux civilisations allant de l'Occident à l'Extrême-Orient d'échanger et de s'enrichir sur plusieurs siècles. Ce projet pharaonique, qui relie l'Europe à la Chine aussi bien par voie terrestre que maritime, passe par une région du monde méconnue qui regorge pourtant de ressources naturelles et culturelles : l'Asie centrale. Composée de cinq anciennes républiques soviétiques (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Kirghizistan) et jalousement gardées par la Russie, cette région enclavée est un carrefour d'influence où coopération et compétition sino-russe vont de pair depuis le début du nouveau millénaire.

Cette réalité se cristallise dans la création d'organisations à visée transnationale sous l'égide de la Russie avec la Communauté des États indépendants (CEI), l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), l'Union économique eurasiatique (UEEA), mais également de la Chine *via* l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS). Si les deux États travaillent de concert pour maintenir la stabilité et la sécurité régionale, la croissance économique chinoise et sa percée majeure dans la région ont suscité la crainte de Moscou, qui voit en Pékin tout aussi bien un partenaire stratégique qu'un rival régional. Le projet chinois des « nouvelles routes de la soie », la concrétisation des ambitions de la République Populaire de Chine (RPC) qui est aujourd'hui un partenaire économique et énergétique incontournable pour les pays centrasiatiques, tend à renforcer cette crainte. Néanmoins, l'héritage culturel et la proximité idéologique des « 5 stans » permettent encore à la Russie de maintenir une forte présence dans sa chasse gardée, le tout accompagné d'une domination militaire incomparable.

Somme toute, la région est au cœur d'une guerre d'influence majeure dont les tenants tâcheront d'être expliqués dans la Revue Diplomatique n°6 des Ambassadeurs de la Jeunesse qui décrit les intérêts des différents protagonistes : les « 5 stans », la Russie et la Chine.

Aurélien PERROIS,
Directeur de la Revue Diplomatique n°6

SOMMAIRE

BAL D'INFLUENCE EN ASIE CENTRALE : QUELLE AUTONOMIE FACE À LA RUSSIE ET LA CHINE ?

2 - Brève sur l'Asie centrale

8 - L'Asie centrale, une puissance en devenir sous tutorat ?

19 - Coopération, compétition et évitement : manoeuvre de la Russie face à la Chine

30 - La Chine en Asie centrale : une stratégie en plusieurs teintes

43 - Entretien avec David Gaüzère : les enjeux sécuritaires en Asie centrale

46 - Entretien avec Yasmine Goudeard : les dynamiques internationales du Tadjikistan

Asie centrale



Kazakhstan



Le Kazakhstan est économiquement le pays le plus important d'Asie centrale. Il concentre plus de 50% du PIB de la région. En dépit d'une croissance annuelle moyenne du secteur non-pétrolier de 7% de 2010 à 2014, l'économie kazakhstanaise repose à ce jour toujours sur l'extraction d'hydrocarbures.



Malgré la proclamation d'indépendance de 1991, le Kazakhstan est le plus proche allié de la Russie en Asie centrale et est membre de toutes les instances de coopération régionale sous tutelle russe ou sino-russe. Le Kazakhstan aspire à mener une diplomatie autonome et a pris ses distances par rapport à Moscou sur certaines questions.



Le Kazakhstan est une république. Son président est Kassym-Jomart Tokaïev, élu le 20 mars 2019 après le règne de presque 29 ans de Noursoultan Nazarbaïev. Il s'agit d'un État unitaire. Le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative.



La menace terroriste, bien que faible, ne peut être écartée. Des groupuscules terroristes sont implantés localement, notamment dans le sud du pays, à proximité du Kirghizistan et de l'Ouzbékistan. La délinquance reste faible.

Kirghizistan • Kirghizstan • Kirghizie



Le Kirghizstan a une petite économie de montagne, ouverte mais peu diversifiée, fortement dépendante des exportations de métaux et des transferts des travailleurs émigrés, majoritairement installés en Russie. Le secteur agricole reste prépondérant et emploie la moitié de la population active. Le Kirghizstan est membre de l'Union économique eurasiatique depuis 2015.



Le Kirghizstan garde de bonnes relations avec la Russie, allié historique et stratégique, et la Chine, qui est devenue en 2016 son premier partenaire économique. Il fait entre autres partie de l'Organisation du traité de sécurité collective et de l'Organisation de coopération de Shanghai. Il est soucieux de diversifier ses partenaires en s'ouvrant aux échanges avec l'Union européenne.

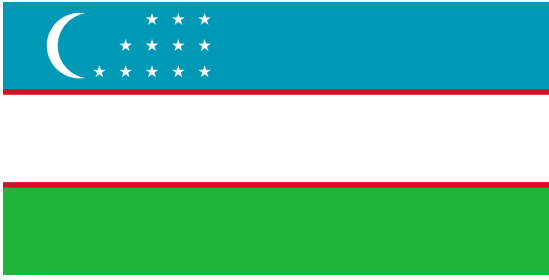


Le Kirghizstan est le pays le plus avancé dans la voie de la démocratisation en Asie centrale. La liberté de la presse y est par ailleurs la plus respectée des pays de la région. Il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel : le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative.



A l'instar des pays de la région, le Kirghizstan est confronté à des enjeux sécuritaires : lutte contre le trafic de drogue en provenance d'Afghanistan, crime organisé et menace de terrorisme islamiste.

Ouzbékistan



La proclamation d'indépendance est suivie par une lente et difficile transition vers une économie de marché suite à l'implosion de l'URSS. L'économie ouzbèke est la deuxième d'Asie centrale, derrière celle du Kazakhstan. Elle repose largement sur l'exploitation des matières premières. Les produits énergétiques, le coton, les métaux et les engrais représentent les 3/4 des exportations.



L'Ouzbékistan s'efforce de mener une politique équilibrée. Elle joint les rangs de la Communauté des États indépendants (CEI) en 1991. Après l'accession à l'indépendance, il conserve de bonnes relations avec la Russie et également avec son voisin chinois. Le pays s'emploie à diversifier les partenariats en développant les échanges avec les pays occidentaux et les autres pays d'Asie.



C'est dans le contexte du démantèlement de l'URSS que la république socialiste soviétique d'Ouzbékistan accède à l'indépendance en 1991. Il s'agit d'un État unitaire. Le régime politique est présidentiel, le président gouverne sans nécessairement avoir l'appui de la branche législative.



Depuis 1945, le terrorisme islamique y fait en moyenne 25 morts par an, entre autres du fait du Mouvement islamique d'Ouzbékistan. L'Ouzbékistan est en effet un foyer important de djihadistes, entre autres à l'international. La criminalité de droit commun reste faible.

Tadjikistan



Le Tadjikistan est le pays le plus pauvre de la Communauté des États indépendants. Son économie repose majoritairement sur l'extraction de minéraux, le traitement des métaux et l'agriculture. Les perspectives restent positives, grâce à la hausse des prix des produits d'exportation et au dynamisme de la région.



Le Tadjikistan adhère à la Communauté des États indépendants en 1991. Le Tadjikistan s'inquiète de la nouvelle détérioration sécuritaire en Afghanistan, pays frontalier. Il est ouvert à la diversification de ses partenariats économiques et politiques, notamment avec l'Union européenne. La culture persane du pays le différencie des autres d'Asie centrale, turciques.

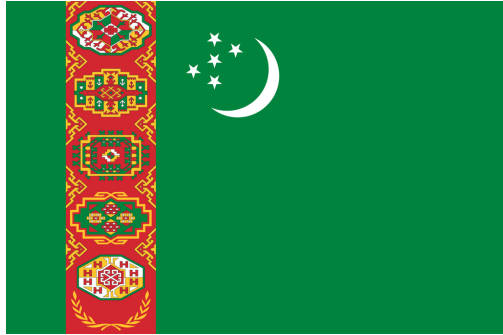


Le Tadjikistan est une république. Elle organise ses premières élections libres à la chute de l'URSS. Au pouvoir depuis 1992, le président Emomalii Rahmon a été réélu pour un quatrième mandat à la tête de l'État en 2013 avec 83,4 % des suffrages. Il mène depuis plus de 26 ans une politique autoritaire sans réelle opposition.



Depuis 80 ans, trois factions terroristes pullulent au Tadjikistan, les Forces de Makhmud Khudoberdiyev, le Mouvement islamique d'Ouzbékistan et l'Opposition tadjike unie.

Turkménistan



C'est la troisième économie d'Asie centrale. Elle est largement dominée par les hydrocarbures (il dispose de 9,3% des réserves de gaz prouvées au monde). Devenu fortement dépendant de la Chine pour ses exportations gazières, le pays entend diversifier ses débouchés de distribution grâce à de nouveaux gazoducs.



Le Turkménistan a fait le choix de la neutralité permanente, reconnue par une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies en décembre 1995. De ce fait il n'adhère pas aux organisations régionales sous tutelle russe et sino-russe telles que l'Organisation de coopération de Shanghai ou l'Organisation du traité de sécurité collective.



Le Turkménistan est une république à parti unique. Le président de la république a la particularité de cumuler les fonctions de chef de l'État, de chef du gouvernement, de commandant en chef de l'armée et de président du parti au pouvoir. Le niveau de liberté de la presse y est jugé pire qu'en Corée du nord;



Le risque terroriste ne peut pas être écarté en raison du contexte régional, mais la criminalité est faible.



Spectacle militaire en Ouzbékistan. © Photo de Bolin Ai

BRÈVE SUR L'ASIE CENTRALE

PAR PIERRE RAUTUREAU

Chargé de mission près la Direction Générale des Ambassadeurs de la Jeunesse

Définir géographiquement l'Asie centrale constitue une première difficulté. Si la plupart des aires géographiques sont distinctes les unes des autres par des marqueurs évidents (océans, montagnes, mers...), cette région correspond en revanche à un sous-ensemble du continent Eurasiatique à cheval entre l'Orient, le Moyen-Orient et l'Occident. Vincent Fourniau dans « Qu'est-ce que l'Asie centrale ? »¹ explique d'ailleurs que ce terme a été forgé en Russie et accepté en Europe occidentale entre les XVIIIème et XIXème siècle, alors que la région elle-même l'assimila seulement au XXème siècle. Sollicités de toutes parts, les États centrasiatiques font monter les enchères pour tirer leur épingle du jeu. Toutefois, le poids historique et leur apparition récente les empêchent de rivaliser avec les superpuissances. En effet, c'est à la chute de

l'URSS en 1991 que naissent les cinq républiques (Kazakhstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Turkménistan et Kirghizistan) qui forment le cœur même de la région. Peuplée de 70 millions d'habitants pour une superficie avoisinant 12 fois celle de la France², leurs terres sont également riches en hydrocarbures. On estimait en 2014 que la région possédait potentiellement 10% des ressources mondiales de pétrole, 15 à 20% des réserves de gaz et 20% des réserves d'uranium³. Cette richesse est l'objet de nombreuses convoitises, à l'image de la Chine qui y investit massivement⁴.

Malgré l'arrivée de Pékin dans la région depuis le début des années 2000, la Russie y garde une place prépondérante en raison de l'héritage soviétique. Les infrastructures construites sous cette ère

¹ V. FOURNIAU, « Qu'est-ce que l'Asie centrale ? », *Outre-Terre*, 2006, vol. no 16, no. 3, pp. 15-29.

² R. CAGNAT, « Où va l'Asie centrale. Entre Chine, Russie et Islam », *Diploweb*, 01 juin 2014.

³ *Ibid.*

⁴ H. ROUSSELOT, « La Chine avance ses pions en Asie centrale », *Alternatives Economiques*, 01 février 2017,

(chemins de fer, routes, oléoducs, gazoducs) ont permis aux pays centrasiatiques de mettre un pied dans la mondialisation *via* l'exportation de leurs hydrocarbures. C'est notamment le cas du Kazakhstan qui est la cible, dès le début des années 2000, d'investissements étrangers ayant permis d'augmenter considérablement sa production. Ses réserves d'hydrocarbures (dans les dix plus importantes au monde) font de lui un des vingt principaux producteurs mondiaux et lui permettent de viser d'ici 2020 une entrée dans le top 10 des plus gros exportateurs⁵.

« Au-delà des hydrocarbures, la Russie cherche également à conserver dans son orbite l'ensemble des structures sociétales. En effet, aidée par un lien historique et une langue partagée avec une part significative des peuples de la région, Moscou influence également ses différents gouvernements. »

Elle crée en octobre 2002 l'OTSC (Organisation du traité de sécurité collective), organisation politico-militaire comparable au

Pacte de Varsovie et qui compte trois des cinq républiques (Tadjikistan, Kirghizistan, Kazakhstan). Enfin, d'un point de vue économique, la Russie fait également partie de l'Eurasec (Communauté économique eurasiatique) dont elle était un membre fondateur. Si elle a cessé d'exister depuis le 1er janvier 2015, elle reste le témoignage d'une politique d'influence de la Russie qui cherche à conserver dans son giron les jeunes États. Aujourd'hui remplacée par l'Union économique eurasiatique (traité du 29 mai 2014), celle-ci a permis l'établissement d'une union douanière et d'un marché commun dans lesquels Moscou y voit l'opportunité de contrer la puissance chinoise.

L'entrée en vigueur de l'OCS (Organisation de coopération de Shanghai) à la suite du traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération signé avec la Russie le 24 juillet 2001⁶ a marqué le début de son expansion dans la région. Forte d'une région frontalière, Pékin profite de sa proximité pour entamer une pénétration économique, logistique et commerciale. Aujourd'hui, l'OCS s'est étendue à tous les pays d'Asie centrale (excepté le Turkménistan neutre). Si la Chine s'investit de plus en plus dans la région, elle continue cependant de pâtir de sa réputation. Les autorités chinoises restent relativement craintes, notamment en raison de leur histoire et des persécutions qui continuent au Xinjiang⁷, région frontalière de « l'empire du Milieu », que subissent leurs propres populations centrasiatiques (Ouïghours et citoyens chinois d'ethnie kazakhe, etc).

⁵ M. BOULEGUE, « Le Kazakhstan, une puissance régionale à vocation mondiale », *Études*, 2015, vol. octobre, no. 10, pp. 19-28.

⁶ SCO, « The Shanghai Cooperation Organisation », *SCO*, 01 septembre 2001.

⁷ G. ERNER, « Ouïghoure: comment et pourquoi la Chine persécute-t-elle sa principale minorité musulmane? », *France Culture*, 25 juillet 2018.

D'autres proximités culturelles permettent en revanche un rapprochement, comme la présence au Kirghizistan des Dounganes. Installée depuis deux siècles, cette minorité Han de confession musulmane parle un dialecte chinois facilitant l'implantation de Pékin. Si la Chine s'intéresse autant à cette région, c'est avant tout dans le cadre des « nouvelles routes de la soie » initiées en 2013 et véritable projet d'affirmation de la puissance chinoise sur la scène internationale. Selon Emmanuel Lincot⁸ il permettrait à la Chine « de se rapprocher des zones de production pour limiter ses risques d'approvisionnement et aussi sécuriser ses flux ». Cet objectif apparaît clairement en Asie Centrale, notamment autour des hydrocarbures. L'Asie Centrale, carrefour entre l'Europe et Pékin, se retrouve au centre du projet. La Chine a ainsi mis en place un fonds de 40 milliards de dollars pour créer un réseau d'infrastructures traversant la région jusqu'en Europe⁹. Aucun des pays de la région n'est laissé de côté. Le Kazakhstan et le Turkménistan qui produisent pétrole et gaz sont devenus les principaux réceptacles des investissements chinois. Pékin contrôlerait, depuis 2015, 40% des hydrocarbures Kazakhs¹⁰. De même du côté du Turkménistan où la Chine est devenue le premier acheteur de gaz avec la mise en service en 2009 du gazoduc Turkménistan-Chine (61% des volumes exportés)¹¹. L'exemple du Kazakhstan est alors assez symptomatique de la problématique régionale tiraillée entre l'influence russe et chinoise.

Concernant les États-Unis et l'Europe, on peut estimer que depuis la guerre d'Afghanistan et le virage asiatique entamé par les Américains, ceux-ci se sont rendu compte du coût économique (envoi de matériels et d'hommes) et politique (réticences de l'islam fondamental à l'Occident) considérable d'investir dans cette région. Dès lors, leur éloignement physique (plus de 10 000km) les a freinés dans leur volonté d'investir outre mesure en Asie centrale. Du côté de l'Europe, si elle s'intéresse à la région, ses investissements et son influence restent marginaux par rapport aux puissances russes et chinoises. Quelques puissances du Moyen et du Proche-Orient s'intéressent aussi à la région sans pour autant en faire une priorité. C'est notamment le cas de la Turquie et de l'Iran, rattachés à cette région par un passé commun. C'est finalement la concurrence sino-russe qui est révélatrice de la faiblesse des États de la région, qui oscillent entre fidélité à leur ancienne métropole et alliance avec « l'empire du Milieu » bien plus généreux en théorie.

En effet, les cinq États de la région restent encore extrêmement fragiles. Les régimes n'ont jamais été renversés mais leurs dirigeants doivent faire face de manière récurrente à des contestations. On peut notamment citer le Kazakhstan qui était dirigé depuis 1991 par l'ex-président Noursoultan Nazarbaïev, qui a démissionné le 19 février dernier après de 30 ans de règne. Son

⁸ A. CORNET, Entretien avec Monsieur Emmanuel Lincot, « Les enjeux stratégiques des routes de la soie », *Institut de Relations Internationales et Stratégiques*, Paris, mai 2018.

⁹ *Ibid.*, 4.

¹⁰ *Ibid.*, 4.

¹¹ « Le Turkménistan vend son gaz à la Chine à très bas prix », Novastan, 02 novembre 2016.

successeur, Kassym-Jomart Tokaïev, dans un premier temps désigné président par intérim, a été élu le 9 juin 2019 au cours d'élections contestées par une partie de la population. Cette agitation sociale qui dure depuis plusieurs mois est considérée selon certains observateurs comme un risque pour la stabilité politique du pays¹². Le Kirghizistan doit quant à lui faire face à un important niveau de corruption et de tensions politiques comme l'illustre le conflit entre Sooronbaï Jeenbekov, actuel président, et son prédécesseur Almazbek Atambaïev qui risque de se retrouver devant la justice après la levée de l'immunité des anciens chefs d'État, ratifiée le 17 mai 2019. Le Turkménistan connaît aujourd'hui une importante crise économique. Si pendant longtemps l'autoritarisme du régime a pu maintenir la paix sociale grâce aux revenus tirés des exportations de gaz, la baisse des cours des matières premières survenue en 2016 (les ressources énergétiques représentent 80% de ces recettes fiscales et 35% de son PIB¹³) a entraîné un bouleversement du paysage socioéconomique menaçant sa stabilité. Inversement, l'Ouzbékistan connaît en une relative stabilité malgré la prégnance de la menace terroriste. Dirigé pendant 30 ans d'une main de fer par Islam Karimov (décédé en septembre 2016) la société a connu une libéralisation progressive sous l'initiative de son successeur Chayat Mirzioëv.

« Cependant, cette fragilité régionale n'empêche pas ces États de tenter de s'insérer dans la mondialisation via des diplomaties qui leurs sont propres. Au nom de l'intérêt qu'ils suscitent pour leurs ressources, les pays centrasiatiques décident d'opter pour des diplomaties différentes tout en jouant des sollicitations des divers partenaires. »

Noursoultan¹⁴ a ainsi opté pour une diplomatie « multi-vectorielle »¹⁵ lui garantissant de bonnes relations avec les grandes puissances internationales : la Chine, la Russie, les États-Unis et l'Union européenne. Le Kazakhstan s'impose en 2019 comme la principale puissance de la région avec un rayonnement international certain. Sa candidature pour les Jeux Olympiques d'hiver de 2022 ou encore l'organisation d'un festival mondial du théâtre¹⁶ témoignent d'une politique d'ouverture et vont dans le sens de l'objectif fixé par l'ex-président Noursoultan

¹² Traduit du russe par Pierre-François Hubert, édité par Etienne Combier « L'Asie centrale, une région instable ? », *Novastan*, 17 mai 2019.

¹³ L. ANCESCHI, « Le Turkménistan qui périclité : énergie et politique dans l'ère Berdymoukhamedov », *Outre-Terre*, 2016, vol. 48, no. 3, pp. 75-81.

¹⁴ Capitale du Kazakhstan.

¹⁵ *Ibid*, 5.

¹⁶ B. PICON-VALLIN, « Opération séduction au Kazakhstan », *Le Monde Diplomatique*, décembre 2018.

Nazarbaïev de faire entrer le pays dans les 30 nations les plus développées d'ici 2050. Dans la continuité de sa politique étrangère, le Kazakhstan fait aujourd'hui partie à la fois de l'OCS, l'OTSC et de l'UEEA¹⁷. Le principal concurrent à l'échelle régionale pour le pays demeure l'Ouzbékistan. Après s'être largement émancipé de la tutelle russe, celui-ci mène aujourd'hui une politique de bon voisinage avec Moscou et Pékin. Le Kirghizistan a également toujours cherché à diversifier ses partenariats. Cet objectif a été largement récompensé puisqu'il a su s'attirer le soutien des États-Unis mais aussi de l'Allemagne et de la France. C'est sans doute le pays où la réussite de cette politique est la plus flagrante, comme en atteste la présence dans les années 2000 d'une base militaire américaine et d'une autre russe, toutes deux espacées d'une cinquantaine de kilomètres¹⁸. Le Turkménistan a quant à lui décidé de se défaire de la tutelle russe. Enfin, le Tadjikistan continue lui aussi d'entretenir des relations étroites avec la Russie qui y est présente militairement. Cependant, le pays s'endette de plus en plus auprès de Pékin qui constitue son premier fournisseur, représentant 53% des importations totales¹⁹.

Des problèmes de sécurité persistent dans la région centrasiatique. Ceux-ci sont

principalement dus à l'incertitude afghane, à l'influence de l'islamisme et du trafic de drogue dans la région. De fait, l'Afghanistan, bien que situé hors de l'Asie centrale, est une plaque tournante de la drogue dont les retombées impactent grandement la stabilité des pays voisins, notamment le Tadjikistan et le Kirghizistan²⁰. Par ailleurs, la menace terroriste reste élevée : la porosité des frontières entre l'Afghanistan et l'Ouzbékistan, le Turkménistan et le Tadjikistan n'empêchant pas la circulation des terroristes islamistes. C'est ce qu'illustre parfaitement le MIO (Mouvement islamique d'Ouzbékistan) qui a rejoint les Talibans en Afghanistan et a prêté allégeance en 2015 à l'Etat islamique (EI/Daesh). Cette inquiétude grandissante aurait même poussé Pékin à envoyer des militaires au Tadjikistan d'après les révélations du Washington Post du 18 février 2019²¹. Cette installation, malgré le démenti tadjik, ne dérangerait pas les Américains puisqu'elle permettrait de contrôler la frontière avec l'Afghanistan.

Ainsi l'Asie centrale, véritable carrefour entre l'Orient et l'Occident, constitue bien une zone d'intérêts pour les différents États du globe. Après l'effondrement de l'URSS, elle a su s'insérer dans la mondialisation, profitant de ses ressources

¹⁷ Respectivement Organisation de Coopération de Shanghai, Organisation du Traité de Sécurité Collective et Union Economique Eurasiatique.

¹⁸ B. BALCI, « Asie centrale : écartelés entre les puissances », *Alternatives économiques*, 01/01/2019.

¹⁹ *Ibid*, 18.

²⁰ *Ibid*, 2.

²¹ Traduit du russe par la rédaction de Novastan, « Une base militaire chinoise secrète trouvée au Tadjikistan », *Novastan*, 19/02/19.

énergétiques conséquentes. Mais sa fragilité due aux régimes autoritaires en place et aux économies nationales peu diversifiées font de la région la proie des superpuissances. Pékin s'impose dans la région comme le principal support économique des jeunes républiques qui se trouvent sur l'ambitieux projet des nouvelles

routes de la soie. Les investissements chinois dans la région ont créé une importante dépendance économique. À celle-ci s'ajoute alors une intégration régionale bloquée, les dangers de l'islamisme ainsi que les problèmes liés à l'eau.

L'ASIE CENTRALE, UNE PUISSANCE EN DEVENIR SOUS TUTORAT ?

PAR ROMAIN BERTOLINO

Secrétaire Général des Ambassadeurs de la Jeunesse

L'ASIE CENTRALE, UNE PUISSANCE EN DEVENIR SOUS TUTORAT ?



Noursoultan, capitale kazakhe, une ville en constant développement. © pixabay

Située au centre de l'Eurasie, cette région demeure toujours près de 30 ans après l'éclatement de l'URSS un mystère pour de nombreux Occidentaux²². Aux contours précis mal définis, la zone fait référence dans la conscience collective aux pays suivants : le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Kirghizistan, le Tadjikistan et le Turkménistan²³. L'Afghanistan est parfois inclus dans les analyses, ainsi que la Mongolie voire les États de l'Ouest de la mer Caspienne tel l'Azerbaïdjan. Une définition plus géographique et moins politique inclurait également les terres du nord du Pakistan et de l'Inde ainsi que la région ouïghoure, territoire autonome chinois connu sous la dénomination de « Xinjiang »²⁴. Toutefois, cette analyse se concentrera sur les 5 « stans » initialement nommés.

En effet, anciennes républiques socialistes soviétiques déjà sous domination russe à l'époque du tsarisme (tout comme les pays de l'Ouest de la mer Caspienne)²⁵, ces États ont également pour autre attribut phare d'être le cœur géographique de l'Eurasie. Cette distinction ayant ainsi permis le développement de dynamiques propres au carrefour du monde, où les influences religieuses, ethniques et culturelles se sont toujours superposées au gré des échanges. Historiquement terre de passage des grands axes de commerce à l'Antiquité et au Moyen Âge, l'Asie centrale est de nouveau au cœur d'un projet titanesque appelé les « nouvelles routes de la soie » (*Belt and Road Initiative* en anglais) intenté par la République Populaire de Chine depuis 2013²⁶. Toutefois, bien qu'au centre d'un des projets géopolitiques les plus colossaux jamais menés par une puissance extérieure, la région n'est pour autant pas dépourvue d'une volonté d'autonomie. C'est pourquoi les pays d'Asie centrale se situent dans une situation délicate, au sein de laquelle ils cherchent à exprimer leurs souverainetés grâce à l'exploitation de leurs avantages concurrentiels naturels, tout en palliant un retard de développement nécessitant une collaboration avec les grandes puissances mondiales. Tout cela confronté à l'ambiguïté et la complexité eu égard aux considérations de Moscou qui voit la région comme une chasse gardée traditionnelle, à sa position stratégique frontalière de l'attractif géant chinois mais aussi à son ouverture à la mondialisation ainsi qu'aux instances institutionnelles du multilatéralisme²⁷. Enfin, la zone étant naturellement vaste, chaque État présente ses propres diversités (de peuples, en ressources, etc), donc potentiels et problématiques, alimentant des limites dans leur coopération.

²² C. EDEN, « Uzbekistan, Kyrgyzstan and beyond: adventures in Central Asia », theguardian.com, date inconnue.

²³ Unknown writer, « Central Asia - Private Sector », INTERNATIONAL COOPERATION AND DEVELOPMENT, The European Commission, ec.europa.eu.

²⁴ C. ADLE, M. K. PALAT, A. TABYSHALIEVA, « History of Civilizations of Central Asia », Volume VI: Towards contemporary civilization: from the mid-nineteenth century to the present time, *unesco.org*, 2005.

²⁵ A. B. UTOMO, « It's Time to De-Sovietize Our Perspective on Central Asia », *The diplomat*, 16 Novembre 2018.

²⁶ E. HACHE, « Belt and Road Initiative (BRI) : une lecture économique », *IRIS*, 28 Novembre 2017.

²⁷ M. LARUELLE, S. PEYROUSE, « L'Asie centrale à l'aune de la mondialisation », Enjeux Stratégiques, Armand Colin, IRIS, 220 p, 2010.

L'ASIE CENTRALE : UNE RÉGION QUI REGORGE DE POTENTIELS

Premièrement, l'Asie centrale regorge de ressources naturelles abondantes. C'est ainsi que le Turkménistan se positionne quatrième au classement mondial des réserves de gaz²⁸ (totalisant environ 9% du volume de la planète), l'Ouzbékistan dix-huitième²⁹ et le Kazakhstan quinzième. Ce dernier étant également classé douzième au palmarès des réserves de pétrole, deuxième sur celles d'uranium (dont il est le premier producteur³⁰ et exportateur³¹) et septième pour le charbon³².

Les terres kazakhes détiennent également de nombreux métaux avec l'Ouzbékistan et le Turkménistan, de l'or au fer en passant par les terres rares³³. C'est pourquoi cette zone est devenue rapidement source de convoitises après la chute de l'URSS, dont par la Russie et la Chine³⁴ mais également la France³⁵. La superficie du territoire alliée aux caractéristiques climatiques singulières en font également des zones appréciées du secteur agricole : le Kazakhstan et ses steppes disposent ainsi de la sixième place dans la production mondiale de céréales³⁶, est le premier exportateur de blé et se voit même être la source originelle de la pomme³⁷. L'Ouzbékistan est lui en revanche plus spécifiquement reconnu pour le secteur fruitier.

²⁸ Index Mundi, 2019.

²⁹ The World Factbook, 2018.

³⁰ C. MAKARIAN, « Introduction », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 5-6.

³¹ A. DE MONTESQUIOU, « Les grands enjeux de l'Asie centrale », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 7-10.

³² Z. YENSEBAYEVA, F. SALVIAT, pour le Service Economique d'Astana, « Les ressources énergétiques du Kazakhstan », Publication des Services économiques, Direction Générale du Trésor, 2018.

³³ J. FRANCOIS-PONCET, P. FRANCOIS, L. MINETTI, B. BARRAUX, M. BECOT, J. BOYER, G. BRAUN, R. COURTEAU, L. FATOUS, « Mission effectuée au Kazakhstan, en Ouzbékistan et au Turkménistan », Rapport d'information 412 (97-98), Commission des affaires économiques, Sénat, 1997.

³⁴ Auteur inconnu, « Chine et Russie en Asie centrale : quelles rivalités », *Les Yeux du Monde*, 2017.

³⁵ R. GENTE, « La France parie sur les terres rares du Kazakhstan », *lefigaro.fr*, 2012.

³⁶ F. SALVIAT, pour le service économique d'Astana, « Le secteur agricole et agroalimentaire au Kazakhstan », Publication des Services économiques, Direction Générale du Trésor, 2014.

³⁷ Auteur inconnu, « La pomme originelle vient du Kazakhstan ! », *ouest-France.fr*, 2017.

Quant aux ressources hydriques du Tadjikistan et du Kirghizistan, sur les chaînes de montagnes de l'Himalaya et du Tian Shan, elles sont cruciales pour toute la région³⁸. En outre, contrairement à l'image d'Épinal, l'eau n'est pas une ressource naturellement rare dans la région³⁹.

Par ailleurs à la fois russophone et turcophone, à l'exception du Tadjikistan persanophone, cette zone riche de ces diversités est ainsi particulièrement disposée aux interactions interculturelles devenues nécessaires par la mondialisation. Le Kazakhstan se démarquant en outre par une jeunesse à la fois imposante (40% de la population ayant moins de 25 ans) et éduquée, conditionnée à

s'intégrer dans les affaires du monde⁴⁰. Du fait d'une insertion justement plus précoce dans celles-ci que ses voisins (explicable par l'autarcie encore récente de l'Ouzbékistan⁴¹, etc.), le Kazakhstan fait en outre preuve de bon élève dans le climat des affaires (vingt-huitième au classement « *Ease of Doing Business* », soit devant la France et la Russie de respectivement 4 et 3 places, et à seulement

4 et 5 places de l'Allemagne et de l'Irlande en 2019⁴²), mais également sur la question de l'efficacité de son *Softpower* : tenue de « l'Expo 2017 » à Noursoultan (alors appelée Astana), présence active dans les

enceintes internationales telle l'UNESCO⁴³ ou même reconnaissance au festival de Cannes⁴⁴. Ce qui n'obscurcit pas moins le potentiel culturel, et



³⁸ A. THEDREL, « Une guerre de l'eau menace l'Aie centrale », *lefigaro.fr*, 2012.

³⁹ A. CARIOU, « L'eau, une ressource abondante, mais convoitée », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 36-39.

⁴⁰ Cœur d'Asie, « Kazakhstan : une jeunesse francophone et ouverte sur le monde », *lefigaro.fr*, 2019.

⁴¹ E. LANGLOIS, « Français du monde. L'Ouzbékistan fait les yeux doux aux Français », *franceinfo.fr*, 2018.

⁴² *Doing Business*, la Banque Mondiale, 2019.

⁴³ Projection de film « Equus : histoire du cheval - premiers cavaliers » et table ronde, UNESCO, 2019.

⁴⁴ V. CAUHAPE, « Cannes 2018 : 'La Tendresse Indifférence du monde', l'éternité des amants », 2018.

donc touristique des pays voisins : comment le démontre l'Ouzbékistan de Tamerlan et ses monuments historiques⁴⁵ classés à l'UNESCO, ou le Kirghizistan hôte du « World Nomad Games »⁴⁶, attractifs pour les voyageurs.

« Enfin il est important de préciser qu'étant hôte héritier du cosmodrome de Baïkonour, le Kazakhstan se positionne comme l'un des rares acteurs internationaux du secteur aérospatial mondial, disposant ainsi d'une arme d'influence. C'est alors grâce à des terres riches en ressources naturelles, histoire et cultures que l'Asie centrale dispose de divers actifs exploitables dans son intégration aux affaires internationales. »

UNE PRÉSENCE DE GRANDE PUISSANCES CERTAINE ET NÉCESSAIRE

Suite à plusieurs décennies sous l'autorité russe, ces États tentent de confirmer leur indépendance en cherchant à consolider

une autonomie « de fait » qui demeure menacée par l'influence de Moscou, toujours présente, malgré la séparation officielle des années 1990. Ceux-ci compriment ainsi rapidement que l'affirmation de leurs souverainetés passerait par l'exploitation de leurs ressources. Cependant face à une accoutumance à être sous tutelle et un état de sous-développement à l'éclosion de l'URSS, il était évident qu'une transition devait passer par une collaboration avec les grandes puissances mondiales avant de pouvoir prétendre à une indépendance accomplie.

Ceci s'appliquant d'autant plus à la région que, afin d'affirmer une autonomie de puissance, une entité doit savoir s'imposer dans le concert des nations : la géopolitique impose des arguments par définition géographiques, et si la partie précédente a démontré des dispositions terrestres et politiques avantageuses, il n'en demeure pas moins des points problématiques. En effet, en plein centre du continent eurasiatique, la région demeure particulièrement enclavée : aucun des États n'a d'accès direct à un espace maritime ouvert sur le monde ; l'Ouzbékistan se voit même être avec le Lichtenstein l'un des deux uniques pays au monde à n'en avoir accès qu'en traversant deux voisins. La Caspienne étant fermée et ayant un statut de « mer » ambigu d'après les États riverains, désireux de s'accorder sur une politique commune de partage des ressources⁴⁷. D'autant que près de la moitié des frontières est bordée par les seuls géants russes et chinois, et qu'une stratégie de blocus du même appareil qu'employée sur le

⁴⁵ A. ABDUVAKHITOV, « L'Ouzbékistan, une spécificité historique et géographique », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 22-24.

⁴⁶ T. ALLAN, « The Next Steppe : Can Kyrgyzstan Become an Adventure Tourism Hotspot ? », *ft.com*, 2018.

⁴⁷ Auteur inconnu, « Le statut légal de la mer Caspienne : ni une mer, ni un lac, mais un accord 'historique' », *rtbf.be*, 2018.

Qatar par l'Arabie Saoudite pourrait nuire à son commerce international (tant au niveau de débouchés commerciaux exports que de l'exploitation de sa situation de zone de transit⁴⁸). Pis, le sud habité par l'Iran (exclu des échanges internationaux du fait des mesures de Donald Trump) ainsi que des zones sensibles tel l'Afghanistan, ne présente pas d'alternatives de désenclavement parmi les plus fiables⁴⁹. Par nature encerclée, la région est donc naturellement dépendante de son voisinage, ce qui la place dans une situation délicate sur la question des leviers de négociation.

L'Asie centrale, c'est aussi une zone en plein développement encore fortement dépendante des hydrocarbures et donc des variations de leurs cours⁵⁰, de leurs réseaux ainsi qu'infrastructures de gazoducs et oléoducs dont la création d'alternatives repose sur des plans durant de nombreuses années, sensibles aux aléas diplomatiques⁴⁹ (ce qui a participé par exemple à rendre le Turkménistan dépendant de la Chine dans la vente de gaz, dont elle en était l'unique client de 2017 à 2019 ; et dont l'acheminement passe par

plusieurs pays voisins)⁵¹ ; ainsi que de la consommation des pays les plus développés : en effet, disposant d'une population totale à peine équivalente à celle de la France, et compte-tenu d'un niveau de développement encore en plein essor, les marchés nationaux ne sont pas suffisants pour optimiser au mieux l'écoulement de leurs ressources naturelles. En outre, concernant les questions des compétences technologiques ainsi que de la matière grise liées au tissu industriel, la zone présente un manque d'autonomie qui la pousse à une stratégie d'attractivité auprès des investisseurs étrangers, comme l'Ouzbékistan avec des sociétés françaises telles Veolia, Suez, Bouygues ou Total, précisément dans l'exploitation de leurs caractéristiques citées en première partie ; soit les deux premiers groupes dédiés au traitement des eaux, le troisième dans le tourisme et le quatrième dans l'énergie solaire⁵². Le Kazakhstan collabore également avec ces puissants groupes industriels (tel Orano dans le secteur de l'uranium), qui n'épargnent pas le secteur agricole où des clauses de formation pour les salariés locaux sont sur la table des négociations⁵³ : ainsi, des

⁴⁸ V. GRIMALDI d'ESDRA, « Le blocus contre le Qatar », Infoguerre, l'Ecole de Guerre Economique, 2018.

⁴⁹ S. A. RAHIM, « Why Pakistan is TAPI's Biggest Hurdle », *thediplomat.com*, 2018.

⁵⁰ Auteur inconnu, « La situation économique et financière du Kazakhstan », *Direction Générale du Trésor*, 2019.

⁵¹ Auteur inconnu, « Turkménistan Présentation du pays », *Direction Générale du Trésor*, 2018.

⁵² S. AOUDJHANE, « L'Ouzbékistan promet plusieurs milliards d'euros de contrats avec des entreprises françaises », *usinenouvelle.com*, 2018.

⁵³ Auteur inconnu, « Visite de l'usine Danone à Almaty par le Ministre de l'Agriculture kazakhstanaï et l'Ambassadeur de France », Ambassade de France à Nour-Soultan, 2015.

sociétés comme Danone dans l'agro-industrie y ont déjà ouvert des sites⁵⁴.

En matière d'arsenal militaire, des dynamiques similaires se retrouvent. Ainsi, les achats sont préférés auprès de grandes puissances étrangères et de leurs fleurons nationaux, tel Airbus Helicopters pour l'Ouzbékistan⁵⁵. Le Kazakhstan a de son côté établi des liens privilégiés avec les États-Unis dans le cadre du Programme international d'enseignement et de formation militaires (International Military Education and Training) pour la formation de ses officiers, tout en continuant évidemment de traiter avec la Russie voisine qui demeure la première pourvoyeuse d'armes ainsi que de formations pour les ex-républiques socialistes soviétiques⁵⁶. La France a également participé à la formation de la police dans ces territoires⁵⁷.

Au-delà de ces difficultés individuelles, toutefois partageant des dynamiques communes, c'est également l'état des relations intra-Asie centrale qui empêche les pays étudiés de se développer sous l'égide d'un bloc uni ; affirmant *de facto* un poids de négociation. Ce qui est ainsi le cas de la

gestion des eaux. En effet, alors que sous la période soviétique le Kirghizistan et le Tadjikistan échangeaient leurs surplus hydriques avec les pays en aval, principalement le Kazakhstan et l'Ouzbékistan contre du gaz et du pétrole qu'eux pouvaient produire en abondance, l'éclatement de l'URSS et la fin de la solidarité des États socialistes institutionnalisée a mené à des discordes et luttes d'intérêts¹⁸. Ce comportement individualiste se retrouve en outre dans d'autres domaines d'activité telle que la vente d'hydrocarbures où les États se font face au sein d'une compétition directe. Un tel manque de coopération touche également les enjeux sécuritaires, avec en exemple la porosité des frontières qui avait permis des attaques orchestrées par le Mouvement islamique d'Ouzbékistan (MIO) dans la vallée du Ferghana, zone commune à l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan (même si une volonté émerge⁵⁸), accordant ainsi la possibilité à certains acteurs internationaux de proposer leurs services de sécurité, à en croire une enquête mettant en avant la probable présence de militaires chinois au Tadjikistan⁵⁹, couplée par une présence historique de la Russie⁶⁰.

⁵⁴ Auteur inconnu, « La Normandie est intéressée par la coopération avec les régions du Kazakhstan », Ambassade de la République du Kazakhstan en République française, 2019.

⁵⁵ M. CABIROL, « Airbus Helicopters autorisé par Berlin à livrer 14 appareils militaires à l'Ouzbékistan », *latribune.fr*, 2015.

⁵⁶ T. KELLNER, « États-Unis et Kazakhstan : un partenariat enraciné », *Diploweb*, 2010.

⁵⁷ E. FOURNIER, « Le rôle de la France : un partenariat privilégié », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 11-13.

⁵⁸ N. GOULET, « L'Asie Centrale centre névralgique pour la sécurité et la lutte contre le terrorisme », *blogs.mediapart.fr*, 2017.

⁵⁹ G. SHIH, « In Central Asia's Forbidding Highlands, a Quiet Newcomer: Chinese Troops », 2019.

⁶⁰ Auteur inconnu, « La base militaire russe au Tadjikistan mise en état d'alerte renforcé », *fr.sputniknews.com*, 2018.

Enfin, concernant la question de la coopération collective, l'adhésion pour certains de ces États à des organisations internationales menées soit par la Russie soit par une collaboration sino-russe, telle l'EuraSec, l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou encore l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), démontre la nécessité perçue de s'allier auprès des cadors internationaux dans l'atteinte de leurs objectifs individuels.

C'est pourquoi le retard de développement historique de la zone oblige à un pragmatisme interdisant l'idée d'une autonomie complète immédiate, déterminant ainsi au contraire des stratégies d'acquisitions (de services de formation, d'armement, etc.) plutôt que de production dans une logique autarcique.

PENSER À UN TUTORAT SERAIT OMETTRE SES ACTIONS SOUVERAINES ET SES MARGES DE MANOEUVRE

La région d'Asie centrale, si encore dépendante sur certains aspects des grandes puissances internationales, n'en demeure pas moins autonome dans de nombreux secteurs. Alors que le Kirghizistan ainsi que le Tadjikistan disposent de tailles et de réserves en ressources naturelles plus modestes, les trois autres États ont toutefois l'opportunité de développer des leviers de pouvoir plus puissants à travers leurs politiques extérieures.

À ce titre, ces anciennes républiques socialistes soviétiques ne cachent plus leur souhait de se désengager de leur dépendance historique vis-à-vis de la Russie et, au

contraire, de faire jouer la concurrence (entre autres vis-à-vis de la Chine voisine). C'est la preuve d'une maturité et de prise de conscience des réalités de pouvoir ainsi que des outils de négociations à disposition. C'est un comportement que l'on constate alors, tant dans les décisions d'exportation que d'importation, au sens large du terme – concernant des biens industriels par exemple, certes, mais également les questions de solutions de formation à destination de sa population, etc. C'est pourquoi le président turkmène Gurbangouly Berdymoukhamedov est bien passé outre l'irritation que peuvent provoquer des projets énergétiques tels TAPI (Turkmenistan-Afghanistan-Pakistan-Inde) ou encore le « corridor gazier sud-européen » à destination de l'Europe⁶¹, qui indisposent l'hégémonie régionale et mondiale du Kremlin.

« Au niveau des investissements directs à l'étranger (IDE), ceux de Chine à destination de l'Asie centrale ne cessent de croître au grand dam des entreprises russes. »

Dans le cadre de la *Belt & Road Initiative*, de véritables opportunités se dévoilent. Ainsi, les données officielles chinoises démontrent que pour 2016 Pékin aurait investi plus de 480 millions de dollars américains dans le pays kazakh⁶². La Corée du Sud quant à elle s'est même ancrée plus profondément dans la compétition début 2019 avec la visite du président Moon Jae-In au Kazakhstan, en Ouzbékistan ainsi qu'au Turkménistan, où l'on

⁶¹ C. LE BRECH, « Turkménistan : le gazoduc qui veut séduire l'Europe et fâcher Moscou », *franceinfo.fr*, 2016.

⁶² Auteur inconnu, « Un port kazakh en déclin espère rebondir grâce au commerce chinois », *ouest-France.fr*, 2018.

y retrouve déjà des installations industrielles issues du « pays du Matin calme », comme ceux de la Hyundai Engineering Co. en collaboration avec la compagnie nationale⁶³. Evidemment, les grandes puissances occidentales sont également de la partie, en témoignent les exemples de la partie précédente. Cependant le continent africain n'est pas non plus délaissé par cette nouvelle dynamique⁶⁴. Enfin, économiquement, le détachement de la Russie semble également s'opérer au Kazakhstan *via* l'avènement d'une transition vers les énergies vertes, dont elle n'est pas la plus forte contributrice⁶⁵: au-delà des secteurs traditionnels, l'indépendance se jouerait donc également dans la diversification des champs de compétence.

Le Kazakhstan s'emploie en outre actuellement à se détourner du cyrillique dans la langue kazakhe qu'il souhaite matérialiser par l'alphabet latin, plus proche de l'Occident donc, et comme réalisé par l'Ouzbékistan et le Turkménistan déjà peu après leurs indépendances. La promotion d'une politique d'enseignement de l'anglais, entre autres pour permettre aux étudiants de cibler d'autres pays que la Russie comme destination pour réaliser leurs études (et pour lesquelles des bourses

sont fournies)⁶⁶ est également une réalité. Tachkent, capitale de l'Ouzbékistan, dispose ainsi *via* diverses universités de diplômes britanniques. La formation d'officiers militaires se développe auprès d'autres nations comme énoncé précédemment, et certaines troupes d'artistes n'hésitent plus à se produire au sein d'autres régions du monde que la zone russophone pour étendre leur aura culturelle, comme cela est le cas de l'ensemble musical traditionnel kazakh « Turan »⁶⁷. Plus encore, ces pays de peuples turciques (ne comprenant pas le Tadjikistan en revanche) renouent avec leurs liens culturels ancestraux et se détachent donc de leur récente entité russophile, lors d'événements culturels internationaux tel l'orchestre TÜRKSOY qui se veut rassembler différents artistes musicaux de chaque État turc⁶⁸. L'organisation internationale du même nom dont elle est la marraine se permettant même de chercher à intégrer les sujets de Russie également traditionnellement turciques, telles les républiques de Sakha et du Tatarstan, membres observateurs officiels⁶⁹. À ce jour, une seconde organisation internationale a été créée afin d'organiser une coopération des pays turciques, avec un volet là encore culturel, mais cette fois-ci également économique voire énergétique : le Conseil turcique⁷⁰. Il est ainsi

⁶³ M. Beltouev, « Le président sud-coréen tente de charmer l'Asie centrale », *novastan.org*, 2019.

⁶⁴ S. GAISSUDENS, « Politique étrangère : l'Afrique en ligne de mire », *essentiel-int.com*, date inconnue.

⁶⁵ Auteur inconnu, « Le Kazakhstan et la France ont signé un Mémorandum de coopération dans le domaine de l'énergie renouvelable », CCI France Kazakhstan, 2019.

⁶⁶ M. DROZ ARAMAKI, S. GUIGNON, « Le Kazakhstan s'émancipe de l'autorité russe », *arte.tv*, 2018.

⁶⁷ Soirée musicale du Kazakhstan, salle Cortot, Paris, 2019.

⁶⁸ Concert du Jeune Orchestre de Chambre Turksoy, Paris, 2019.

⁶⁹ Site officiel de l'organisation internationale.

⁷⁰ Site officiel de l'organisation internationale.

possible de constater que ce désir d'indépendance dans la collaboration multilatérale va jusqu'à intégrer des entités excluant les grandes puissances traditionnelles de la géopolitique mondiale. De plus, toujours sur la question des organisations internationales, au sein de la même logique initiale de mise en concurrence, si des États eurasiatiques ont certes intégré des organismes dominés par la Russie ou la Chine, le simple fait de varier celles-ci démontre leur capacité à faire jouer leurs rivalités entre elles. Il semble donc qu'au-delà du monde des affaires, c'est également ceux de l'éducation, de la culture et bien d'autres domaines qui sont destinés à changer de cap.

« Le désir d'indépendance a d'ailleurs été poussé par le Turkménistan à un degré tel que le pays a officiellement déclaré une neutralité permanente via une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1995. Une politique qui l'empêche d'adhérer à des organismes régionaux sous domination d'une puissance étrangère majeure⁷¹. »

En ce qui concerne spécifiquement la Chine, s'il est vrai que l'Asie centrale a donc tout intérêt à collaborer dans le cadre des « nouvelles routes de la soie », il n'en demeure pas moins que la stratégie même de la république populaire (consistant à passer par l'Eurasie pour atteindre directement l'Europe et se détourner de sa dépendance au détroit de Malacca ainsi qu'à la mer de Chine méridionale, zones sous forte tension) place naturellement une telle démarche dans une situation de dépendance vis-à-vis des pays centrasiatiques ; qui peuvent alors potentiellement saisir cette opportunité pour faire valoir leurs intérêts⁷². D'autant que le développement économique (et donc social) de la région semble pour la Chine être intimement lié à la baisse des tensions islamistes, qui de surcroît influencerait positivement les mêmes apaisements dans sa zone voisine du Xinjiang (piste de décollage de la *BRI*) qu'elle abrite et qui est elle aussi sensible aux mouvances radicales⁷³.

Les États d'Asie centrale disposent ainsi de plusieurs cartes dans leurs mains pour faire valoir la mise en concurrence des caractéristiques qui attirent les intérêts étrangers, et ceci sur différentes strates des affaires internationales : diversification des débouchés de vente, des fournisseurs et apporteurs de capitaux, consolidation des liens culturels avec les « frères ancestraux », etc. Des cartes qui, au-delà d'être présentes, sont régulièrement utilisées. C'est entre autres pourquoi à bien des égards les pays

⁷¹ Auteur inconnu, « Turkménistan – Cadrage général », Ambassade de France en Azerbaïdjan, Service Economique Sud Caucase et Turkménistan, Direction Générale du Trésor, 2017.

⁷² A. FOUCHERE, « Les 'routes de la soie' passent par le Kazakhstan », le Monde Diplomatique, Septembre 2017, pp. 8-9.

⁷³ E. FPUIG, « La Chine, incontournable puissance centrasiatique », dans *Asie centrale une région stratégique d'avenir*, France Forum, Institut Jean Lecanuet, 2015, pp. 19-21.

centrasiatiques semblent plus chercher à accompagner l'attrait qu'ils peuvent éveiller auprès des puissances étrangères, en tentant de les diversifier au maximum, qu'à s'en émanciper.

essentiellement les États-Unis et l'Union européenne.

Si une dépendance des pays d'Asie centrale est évidente vis-à-vis d'autres acteurs internationaux, en particulier la Russie et la Chine, et qu'une autonomie complète (notamment de leurs politiques extérieures) est encore inimaginable, la région n'est pour autant ni unilatéralement soumise à Moscou, ni à Pékin. Loin de se laisser manipuler béatement par les puissances guettant ses capacités, les États centrasiatiques s'attèlent au contraire à attiser le jeu de la mise en concurrence. Conscients de leurs faiblesses, mais tout autant de leurs forces, les pays de la région s'appliquent ainsi à ne pas nier leur nécessité de se faire accompagner, tout en cherchant au maximum à ce que cela ne conduise pas à une mise sous tutelle. En revanche, demeurant concurrents l'un envers l'autre sur certains domaines, malgré l'évidence de la nécessité de coopération dans d'autres, les États centrasiatiques établissent une stratégie de « coopétition » qui se cherche une cohérence et une stabilité, évitant une rivalité idéologique totale et contre-productive. Ceci n'empêche toutefois pas la présence d'une union encore fragile en raison de rivalités toujours existantes, et dont les résolutions seraient un puissant tremplin pour leur reconnaissance en tant qu'entité majeure des relations internationales. Aujourd'hui encore, encerclés par la Chine et la Russie avec une influence croissante penchant à l'avantage de cette première, il va demeurer essentiel pour les pays de la région de ne pas lâcher l'ensemble des équilibres existants, et donc entre autres de conserver une politique internationale à l'écoute des autres entités. Soit

COOPÉRATION, COMPÉTITION ET ÉVITEMENT : MANOEUVRE DE LA RUSSIE FACE À LA CHINE

PAR KARL HADDAD

Rédacteur au sein de la Délégation Asie des Ambassadeurs de la Jeunesse



Vaisseau spatial de la famille « Soyouz » au cosmodrome de Baïkonour, complexe prêté contre loyer par le Kazakhstan à la Russie depuis l'éclatement de l'U.R.S.S. © pixabay

Au cours de ces dernières années, l'Asie centrale est devenue de plus en plus dépendante de ses deux puissants voisins : la Russie et la Chine. Si la première jouit d'une longue histoire commune et de sa domination dans plusieurs accords régionaux, celle-ci se voit de plus en plus défiée par la dépendance des États de l'Asie centrale à la finance et l'économie chinoises. Moscou doit ainsi trouver le juste milieu entre compétition, coopération et évitement face à Pékin, de plus en plus agressif dans la région.

UNE COOPÉRATION NÉCESSAIRE

L'Organisation de coopération de Shanghai – un titan régional

L'association des deux puissances se fait à travers l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui est aujourd'hui l'organisation internationale régionale la plus grande au monde en matière de population (la moitié) et de superficie (plus de trois quarts de l'Eurasie)⁷⁴. Héritière du « Shanghai Five », l'OCS fut établie en 2001 et n'incorporait que six membres (la Chine, la Russie, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan) auxquels se sont greffés d'autres États lors des années suivantes. Aujourd'hui, l'OCS compte huit membres⁷⁵, et rassemble quatre puissances nucléaires avec l'entrée de l'Inde et du Pakistan en son sein en 2017. Ces derniers ont permis d'augmenter sa crédibilité et son poids à l'international, au point qu'un pays comme la Turquie, pourtant membre de l'OTAN et candidate à l'Union européenne, a obtenu le statut de partenaire en 2012. Par ailleurs, l'OCS est une organisation en perpétuelle expansion avec l'arrivée de plusieurs États comme nations observatrices en moins de dix ans : la Mongolie (2004), l'Iran (2005), l'Afghanistan (2012) et la Biélorussie

(2015). Cet intérêt pour l'OCS de la part de tant de pays est une preuve irréfutable que l'organisation devient un centre de gravité de confiance multipolaire, ne nécessitant pas une intégration plus poussée qui pourrait aller à l'encontre de certains intérêts locaux.

L'OCS s'inscrit donc dans une logique eurasiennne, avec l'Asie centrale en son cœur, au carrefour des grandes puissances qui l'orbitent. Les quatre pays de la région qui en sont membres⁷⁶ peuvent donc bénéficier de bons rapports avec la Chine tout en conservant leurs liens historiques avec la Russie. L'OCS se montre alors comme une alternative au modèle occidental (libéral et insistant sur les principes démocratiques), qui n'hésite jamais à régulièrement condamner les membres de cette organisation (sans exception) quant à leur bilan ambigu sur l'état des droits de l'homme⁷⁷. En effet, il faut aussi tenir compte de la nature des deux puissances principales de l'OCS, à savoir la Chine et la Russie, qui sont des régimes politiques autoritaires forts et opposés à l'ingérence américaine et européenne au sein de leur pays et de leurs zones d'influence. Selon eux, l'Occident (perçu encore comme ancien colonisateur) aurait une logique de « deux poids, deux mesures », n'hésitant pas à intervenir militairement pour renverser un régime hostile ou non-coopératif⁷⁸. L'OCS tend alors à limiter toute potentielle ingérence occidentale dans son espace, et particulièrement en Asie centrale. Pour se

⁷⁴ M. DE HAAS, « War Games of the Shanghai Cooperation Organization and the Collective Security Treaty Organization: Drills on the Move! », *Journal of Slavic Military Studies*, 2016, vol. 3. pp. 378-406.

⁷⁵ La Russie, la Chine, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, l'Inde, le Pakistan et le Kirghizstan.

⁷⁶ Par principe de stricte neutralité inscrit dans sa constitution, le Turkménistan a refusé d'intégrer l'OCS.

⁷⁷ Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme, « *Shanghai Cooperation Organisation: A Vehicle for Human Rights Violations* », 2012, 48p.

⁷⁸ Sont souvent cités l'exemple de l'Iraq en 2003 ou de la Libye en 2011.

démarquer du comportement « interventionniste » de l'OTAN, elle a pour principe la non-intervention dans les affaires internes de ses pays membres⁷⁹. L'OCS est donc la clé de voûte régionale qui permet aux grandes puissances mais aussi aux pays en développement de faire cause commune et de limiter la présence occidentale.

Des objectifs convergents : du sécuritaire pour faciliter l'économique

La coopération sino-russe à travers l'OCS touche des secteurs capitaux tels que le commerce et la sécurité⁸⁰ : les deux domaines étant alors mutuellement indissociables dans la logique de l'organisation.

La sécurité et la stabilité des frontières extérieures sont des enjeux majeurs pour Moscou et Pékin afin d'assurer la pérennité de leurs agendas. La majorité des huit pays membres a des différends frontaliers avec un ou plusieurs voisins. La zone du Cachemire cristallise cette réalité avec des revendications territoriales à la fois par l'Inde, le Pakistan et la Chine. En outre, les problèmes frontaliers entre l'Ouzbékistan, le Kirghizistan et le Tadjikistan dans la vallée du Ferghana sont eux aussi des sources de tensions toujours d'actualité. La temporisation des conflits permet donc une meilleure capacité de fonctionnement pour l'OCS, à l'instar du principe de paix de l'Union européenne. Celle-ci doit en effet se protéger contre l'infiltration de terroristes, du crime organisé ainsi que de l'hostilité des pays voisins. La stabilité au niveau des frontières permet alors un strict contrôle des entrées et

des sorties et assure donc la voie au développement économique et commercial de l'organisation en se protégeant de risques majeurs.

La radicalisation et le terrorisme sont deux facteurs jugés à haut risque pour la stabilité de la région. Les pays d'Asie centrale sont, depuis la chute de l'URSS, dans une phase de construction nationale. Cette recherche culturelle et spirituelle a ouvert la voie à la radicalisation d'une partie de la société. La proximité géographique (et parfois ethnique) avec l'Afghanistan voisin, considéré comme le cœur du terrorisme mondial, fait surgir l'hostilité régionale face à une émergence de mouvements intégristes locaux⁸¹. La lutte contre le terrorisme et la radicalisation est aujourd'hui une priorité pour l'Asie centrale et les pays membres de l'OCS qui se sentent tous concernés en raison d'attaques sur leurs territoires⁸². La Russie ayant cette même problématique au sein de ses républiques autonomes du Caucase, renforçant donc son activité auprès de ses alliés centrasiatiques afin d'éviter la contagion. Le maintien de ce *statu quo* dans les pays membres s'exprime par une forte résistance au changement et une hostilité claire à l'encontre des éléments perturbateurs. Cette lutte contre le terrorisme et la radicalisation est ainsi un moyen pour les gouvernements locaux de lutter contre tout séparatisme régional. C'est le cas de la Chine avec sa province du Xinjiang, peuplée à majorité d'Ouïghours. Ce peuple turcique est aujourd'hui victime d'une politique de « pacification » de la part du régime de Pékin

⁷⁹ *Ibid*, 1, pp. 382-383.

⁸⁰ *Ibid.*, 4.

⁸¹ Nous pourrions citer le Mouvement Islamique en Ouzbékistan (MOI) ou le Hizb-ul-Tahrir au Kirghizistan.

⁸² L'Inde avec les attaques des Bombai en 2008 par exemple, ou la Russie avec la Tchétchénie. Tous les pays membres sont concernés et ont des cellules locales de terrorisme.

qui, sous prétexte de lutte contre la radicalisation, fait subir de lourdes persécutions à la population locale⁸³, au silence des pays voisins.

« Autre enjeu majeur, la lutte contre la criminalité internationale. Cet aspect est beaucoup plus complexe en raison de populations similaires entre différentes frontières et de la non-délimitation de certains espaces tels que la vallée du Ferghana et les frontières de l'Afghanistan. »

La ville d'Och au Kirghizistan est un exemple d'une plaque tournante régionale pour le trafic d'armes, de personnes et de stupéfiants. Créant des économies parallèles et renforçant le pouvoir de la pègre dans les pays membres, le crime organisé est donc une priorité pour l'OCS et particulièrement les pays de l'Asie centrale les plus pauvres tels que le Tadjikistan et le Kirghizistan.

Le maintien de la stabilité est ainsi le fer de lance de la politique régionale en raison de sa nécessité pour optimiser les rendus du commerce régional, le développement des économies ainsi que la stabilité sociopolitique des pays membres. Ces derniers ont tout à gagner à bénéficier d'une coopération sino-russe, surtout avec l'entrée de puissances régionales au potentiel titanesque comme

l'Inde, diminuant le risque de dépendance envers un seul État.

Cependant, si l'OCS est une force redoutable en expansion, des divergences demeurent entre la Chine et la Russie en son sein. Si Pékin souhaite une plus grande intégration, particulièrement économique et commerciale, la Russie se montre plus réticente, sachant que la sécurité est incontestablement sa priorité au sein de l'OCS tout en craignant une domination économique de la Chine dans ce que Moscou considère comme sa « chasse gardée ». Si d'un côté Moscou veut dominer par l'Union économique eurasiatique (UEE), Pékin oppose à cette stratégie son projet des « nouvelles routes de la soie »⁸⁴. Une réelle compétition régionale émerge donc de ces deux puissances.

UNE RIVALITÉ ÉCONOMIQUE FORTE

Le projet des « nouvelles routes de la soie » - le rêve chinois dans la chasse gardée russe

En 2013 à l'Université Nazarbaïev d'Astana (aujourd'hui Noursoultan), capitale du Kazakhstan, le président chinois Xi Jinping déclare son objectif de création de nouvelles routes de la soie (appelées aussi en anglais « *Belt and Road Initiative* » ou « *One Belt One Road* »), reprenant l'imaginaire glorieux des routes de la soie antiques et médiévales qui reliaient la Chine à l'Europe. Ce projet est sans aucun doute le plus ambitieux de Pékin depuis la création de la République populaire de Chine en 1949, prévoyant de relier le « Vieux Continent » à « l'Empire du Milieu » d'une part par un réseau terrestre et ferroviaire et d'autre part par un réseau maritime complexe. Bien

⁸³ L. DEFRANOUX, « Ouïghours : les camps secrets du régime chinois », *Libération*, 29 août 2018.

⁸⁴ C. PUTZ, « China and Russia in Central Asia: Rivalries and Resonance », *The Diplomat*, 27 juillet 2018.

que certaines parties du projet soient encore en négociation, il a permis à Pékin de justifier son acquisition de ports stratégiques en Grèce (Pirée en 2016) ou encore de la création d'une base maritime à Djibouti en 2018. Toutefois, géographiquement, c'est principalement l'Asie centrale qui est concernée par ce projet. En effet, elle se situe au cœur des « nouvelles routes de la soie », et particulièrement le géant kazakh. Toute route et toute voie ferrée planifiée y passe, faisant de la région un carrefour incontournable et lui donnant une place capitale dans la réalisation du projet.

Si les relations entre Moscou et Pékin semblent se renforcer depuis quelques années⁸⁵, il est clair que le projet chinois provoque un bras de fer d'influence en Asie centrale. S'il est compréhensible que les ambitions chinoises s'étendent en Asie centrale par la toute puissance économique et démographique de la Chine dans la région, il est tout aussi compréhensible que la Russie se tienne méfiante à l'idée de cette percée. En effet, l'Asie centrale demeure une priorité pour Moscou dans sa politique étrangère⁸⁶. Cherchant à retrouver un rôle international et à redorer son prestige ainsi que son titre de puissance après la chute de l'URSS en 1991, la Russie ne peut accepter la mainmise de la Chine sur ses anciennes républiques soviétiques. Toutefois, la Russie se doit donc de négocier avec la Chine en raison de ses difficultés économiques dues à l'isolement actuel en Occident, conséquence entre autres

de l'annexion de la Crimée en 2014. Les deux pays ont d'ailleurs signé un accord énergétique titanesque très rapidement après les événements de Maïdan, mettant ainsi le Kremlin à la merci des Chinois⁸⁷.

La peur du géant chinois : la Russie n'est plus le premier partenaire économique

Pékin inclut la Russie dans son projet, mais la domination économique de la Chine ne peut que faire douter Moscou des intentions de son partenaire. La lutte d'influence sino-russe en Asie centrale se concrétise de plus en plus en faveur de Pékin.

« Si la Russie a longtemps été le premier partenaire économique des pays d'Asie centrale, ce n'est plus le cas aujourd'hui. »

En 2017, la Chine détrônait pour la première fois la Russie comme plus grand partenaire économique du Kirghizistan⁸⁸ avec 1,7 milliards de dollars d'échanges entre les deux pays, contre 1 milliard de dollars avec la Russie. Pour le Kazakhstan, la présence incontournable de la Chine l'a poussé à adopter une politique dite « multi-vectorielle », faisant encore davantage chuter la mainmise de Moscou. L'élection de Kasim-Jomart Tokaïev à la présidentielle kazakhe en juin 2019 est l'occasion de voir si la politique de Noursoulan

⁸⁵ B. QUENELLE, « Xi Jinping et Poutine célèbrent leur rapprochement au Davos russe », *Les Echos*, 6 juin 2019.

⁸⁶ D.SUN et H. ELMAHY, « NATO vs. SCO: A Comparative Study of Outside Power's Military Presence in Central Asia and the Gulf », *Asian Journal of Middle East and Islamic Studies*, 2019, vol. 13, pp. 438-456.

⁸⁷ Révolution ukrainienne de 2014 qui chassa l'ex-président pro-russe Viktor Yanoukovitch du pouvoir, ce qui résultat en l'annexion de la Crimée par la Russie et la guerre du Donbass.

⁸⁸ K.HADDAD, « La Chine devient le premier partenaire commercial du Kirghizistan, devant la Russie », *Novastan*, 11 juin 2018.

Nazarbaïev sera poursuivie. Par ailleurs, les dynamiques d'affrontements s'observent aussi dans la rivalité sino-russe sur les questions énergétiques, pour lesquelles les exportations kazakhes sont donc devenues rivales des exportations russes⁸⁹. De même, la création d'un oléoduc de gaz turkmène vers la Chine⁹⁰, et l'arrêt des exportations énergétiques d'Achgabat en direction de la Russie de 2009 à 2019⁹¹ sont la preuve concrète que la Russie perd de son influence en matière économique dans la région. Malgré la taille de son territoire et ses ressources gigantesques, la Russie n'a pas les moyens de devancer la Chine sur le domaine économique, et ce malgré sa proximité avec les pays d'Asie centrale. Les problèmes internes de Moscou ainsi que les sanctions euro-américaines⁹² suite aux événements en Ukraine en 2014 en sont en grande partie responsables.

Toutefois, l'attitude chinoise n'est pas toujours bien accueillie dans les pays d'Asie centrale. Si les projets chinois poussent dans l'ensemble de la région, certaines actions de Pékin refroidissent tout de même plusieurs pays. Il est ainsi possible de citer la répression des Ouïghours⁹³, eux aussi turciques et musulmans, comme étant un potentiel contentieux entre les pays d'Asie centrale et Pékin. Si les pays d'Asie centrale se sont toujours montrés silencieux jusqu'à

aujourd'hui, récemment, le Kazakhstan a décidé de ne plus rapatrier les réfugiés ouïghours vers la Chine⁹⁴, ayant pris conscience de leur sort. La Russie et les pays d'Asie centrale se montrent tout aussi méfiants des ambitions chinoises quant à l'OCS, raison pour laquelle un projet de zone de libre-échange n'a jamais vu le jour : ils craignent d'être submergés par des produits chinois bon marché qui tueraient leurs industries locales et dévasteraient leurs économies.

UNE PRÉSENCE RUSSE DIFFICILEMENT REMPLAÇABLE

L'influence culturelle dominante de la Russie

La Russie a des bastions d'influence où elle demeure dominante à ce jour, malgré la rivalité avec la Chine et d'autres acteurs. C'est le cas de l'influence culturelle, un réel objet de *soft power* pour Moscou dans la région.

L'influence culturelle russe en Asie centrale commence indiscutablement par le prisme de la langue russe, qui était la langue officielle de l'URSS dont faisaient partie les cinq républiques centrasiatiques. Malgré des politiques nationalistes prises à partir de 1991 (changement d'alphabet du cyrillique au latin

⁸⁹ K. GEROPOULOUS, « Kazakhstan eyes gas exports to China as Trans-Caspian-Pipeline faces obstacles », *New Europe*, 7 juin 2019.

⁹⁰ « Turkmenistan-China Gas Pipeline », *Wood Mackenzie*, 17 décembre 2018.

⁹¹ J. GIRAUD, « Gazprom importe à nouveau du gaz turkmène », *Novastan*, 16 avril 2019.

⁹² La Russie est soumise à des sanctions sur des secteurs majeurs de son économie par les USA, l'Union européenne, le Canada et l'Australie parmi d'autres à cause de l'annexion de la Crimée et son soutien aux rebelles du Donbass.

⁹³ S. KRONLUND, « La répression des Ouïghours, vivre sous l'intimidation chinoise », *France Culture*, 8 oct 2019.

⁹⁴ « US praises Kazakhstan over Uighur rights », *Yahoo News*, 6 juin 2019.

pour l'Ouzbékistan et le Turkménistan⁹⁵, privilégiaisons des langues locales, décommunisations) les populations demeurent en majorité russophones (surtout dans les villes) et le russe demeure la langue commerciale et intercommunautaire. C'est en russe que communiquent les cadres politiques régionaux. Même si l'anglais fait une percée dans l'enseignement linguistique local, le russe reste la langue privilégiée. De même, il est la langue officielle de la Communauté des États indépendants (CEI), de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), de l'Union économique eurasiatique (UEE) et de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) avec le chinois. Son importance est donc capitale pour la région. La langue russe est aussi un vecteur médiatique : la majorité de la presse locale en ligne peut être trouvée en russe (ce qui n'est pas le cas de l'anglais). C'est la langue privilégiée pour les doublages (ou sous-titres) de films, ainsi que pour la musique. Enfin, la langue russe est aussi un vecteur d'influence lié à l'éducation. Cette dernière étant elle aussi issue de l'enseignement soviétique qui avait une réputation fiable et à laquelle les parents peuvent se référer par leur propre expérience, elle véhicule l'idée que l'enseignement russe est plus prestigieux que l'enseignement local. Si d'autres pays cherchent à pénétrer dans le secteur de l'éducation en Asie centrale, comme la Turquie⁹⁶ ou les États-Unis⁹⁷, la langue russe, parlée dans l'ensemble de la région, en fait une discipline incontournable et donc une source de *soft power* majeure pour Moscou.

Toutefois, le vieillissement de la population et les velléités nationalistes des pays centrasiatiques vont réduire l'influence de la langue dans la région à long terme. Pour autant, à court terme, même si les minorités russes d'Asie centrale subissent ce même vieillissement de population, un faible taux de natalité et un exode vers la Russie (communément appelées « pieds rouges »), leur influence demeure. Elles sont généralement très éduquées, particulièrement dans les domaines scientifiques ou dans le génie industriel ; elles représentent donc une force de travail qualifiée. Enfin, le christianisme russe orthodoxe est la deuxième religion dans l'ensemble de la région en termes démographiques après l'islam. L'éloignement du russe dans plusieurs pays peut se voir à travers les cas du Kazakhstan et du Kirghizistan. Le premier a officialisé un décret de latinisation de la langue kazakhe⁹⁸, une décision véhiculée par l'ex-président Nazarbaïev pour redorer le blason de la langue nationale. Si ce changement s'inscrit dans une tradition historique (alphabet arabe, puis cyrillique), il marque une volonté de Noursoultan de s'émanciper de l'influence de Moscou. La langue de Pouchkine a le statut de langue officielle au Kazakhstan et au Kirghizistan, en grande partie grâce à la présence d'une forte minorité russe dans ces deux pays⁹⁹ par opposition à l'Ouzbékistan, au Turkménistan et au Tadjikistan. Renforcer la langue nationale sans compromettre le russe est un moyen pour Bishkek et Noursoultan de

⁹⁵ Respectivement en 1992 et en 1991.

⁹⁶ À travers un vaste réseau d'écoles dans toute la région.

⁹⁷ À travers l'Université américaine d'Asie centrale au Kirghizistan par exemple.

⁹⁸ « *Le Kazakhstan passe à l'alphabet latin : bonne ou mauvaise idée ?* », *Novastan*, 07 janvier 2018.

⁹⁹ 23,7% de russes au Kazakhstan, 5,5% au Kirghizistan selon le CIA World Factbook.

calmer les tendances nationalistes tout en rassurant Moscou.

« La Russie a donc une influence culturelle indiscutable en Asie centrale avec laquelle la Chine ne peut pas encore rivaliser, et cela en grande partie en raison de l'héritage de l'Empire russe et de l'URSS. »

Les organisations d'intégration régionale encore menées par Moscou

La Communauté des États indépendants (CEI) est la plus grande organisation internationale issue des pays de l'ex-URSS. Sur les quinze républiques ayant fait partie de l'Union, dix font partie de la CEI¹⁰⁰. Elle demeure la seule organisation régionale à intégrer l'ensemble des pays de l'Asie centrale (le Turkménistan y est participant malgré sa politique de neutralité). Le siège de la CEI est à Minsk, mais dépendant principalement de Moscou, en raison de la taille et de la puissance de la Russie. Si l'organisation avait pour objectifs initiaux d'amortir la dislocation de l'URSS et de maintenir un certain lien entre les pays, un manque de perspective commune a

rendu l'organisation inefficace. Bien que la CEI existe toujours, elle n'est aujourd'hui qu'une coquille vide de ce que fut l'URSS. Le départ de la Géorgie¹⁰¹ en 2008 et de l'Ukraine¹⁰² en 2018 n'ont que précipité le déclin de l'organisation. L'ensemble des missions de maintien de la paix de la CEI (guerre civile tadjike¹⁰³) a été principalement conduit et commandé par des forces russes. Par ailleurs, les projets de zone de libre-échange commune et de sécurité mutuelle sont tombés à l'eau, donnant lieu à des organisations parallèles s'y superposant comme l'Union économique eurasiatique (UEE) et l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) qui seront abordés ci-après.

L'Union économique eurasiatique (UEE) est une organisation issue de la CEI qui a vu le jour en 2015 sous la volonté de trois pays : Le Kazakhstan, la Biélorussie et la Russie. S'y sont joints l'Arménie et le Kirghizistan la même année. Elle consiste en la création d'une union douanière et d'un espace économique commun à l'instar de l'Union européenne, marquant l'aboutissement du projet EuraSec qui existait entre les trois pays de 2000 à 2014¹⁰⁴. Il est à noter que ce projet était avant tout une initiative¹⁰⁵ de l'ex-président kazakh Nazarbaïev, qui voyait en l'intégration eurasiatique quelque chose de naturel en lien avec une histoire, un but et des intérêts communs entre les pays membres.

¹⁰⁰ La Russie, la Biélorussie, la Moldavie, l'Azerbaïdjan, l'Arménie, le Kazakhstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et le Turkménistan qui est un membre associé.

¹⁰¹ Après la guerre de 2008 contre la Russie qui a reconnue l'indépendance des provinces séparatistes d'Abkhazie et d'Ossétie du sud.

¹⁰² Après l'annexion de la Crimée et la guerre du Donbass en 2014.

¹⁰³ De 1992 à 1997 opposant les communistes à l'opposition (contenant plusieurs groupes jihadistes).

¹⁰⁴ D.T. KUDAIBERGENOVA, « Eurasian Economic Union integration in Kazakhstan and Kyrgyzstan », *European Politics and Society*, 2016, vol. 3, pp. 1-16.

¹⁰⁵ *Ibid.*, 8.

Toutefois, l'Ouzbékistan s'est toujours montré réticent face à ce projet sous Karimov. Celui-ci considérait que l'expérience soviétique avait été très mal vécue dans son pays et qu'il refuserait toute nouvelle initiative d'intégration¹⁰⁶. Cependant, son successeur Mirziyoyev se rapprochant peu à peu de Moscou pourrait y trouver intérêt. Cette possibilité a d'ailleurs été évoquée par le Premier ministre russe Medvedev en juin 2019 qui lors d'une interview a ouvertement donné son soutien à l'adhésion de Tachkent à l'organisation¹⁰⁷. Le Tadjikistan est quant à lui le seul pays de la région à avoir officiellement l'intention de se greffer à l'organisation¹⁰⁸, mais sa faiblesse économique fait que son adhésion ne peut être prise en considération. Il est aussi important de noter que même si l'UEE est la plus grande organisation d'intégration économique régionale, et montrant une dominante d'influence russe, le problème ukrainien a créé des réticences des pays membres vis-à-vis de Moscou¹⁰⁹.

L'OTSC représente la plus grande alliance sécuritaire intégrée de la région. De par sa taille, sa population, sa puissance et son armée, la Russie en est le plus grand contributeur. Présentée à la base comme un volet sécuritaire collectif de la CEI, l'OTSC n'a pas eu la même popularité, et seuls la

Russie, le Belarus, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizistan et l'Arménie en font partie.

« Grâce à celle-ci, la Russie se redonne un rôle international en raison de sa présence constante dans la région¹¹⁰. Elle essaie de balancer ses intérêts régionaux propres avec une approche multilatérale dans le domaine de la sécurité et de la défense commune. »

En essayant ainsi de faire de l'organisation un équivalent eurasiatique à l'OTAN, la Russie l'utilise comme moyen pour contrebalancer toute incursion étrangère, dont chinoise. L'appartenance des pays membres au sein de l'OTSC en fait des marchés quasi exclusifs d'équipement militaire russe¹¹¹. L'organisation a cependant été critiquée pour son inaction, particulièrement lors de la révolution de 2010 au Kirghizistan contre l'ex-président Kourmanbek Bakiev. L'OTSC s'est justifiée par un principe de non-ingérence dans les affaires internes de ses pays membres et

¹⁰⁶ C. VIGNAUD, « Pourquoi l'Ouzbékistan ne rejoindra pas l'Union Eurasiatique dans un avenir proche », *Novastan*, 6 mai 2018.

¹⁰⁷ « Les portes de l'Union économique eurasiatique sont ouvertes pour l'Ouzbékistan », *Novastan*, 4 juin 2019.

¹⁰⁸ *Ibid*, 31.

¹⁰⁹ *Ibid*, 6.

¹¹⁰ E. KROPATCHEVA, « Russia and the Collective Security Treaty Organisation: Multilateral Policy or Unilateral Ambitions? », *Europe-Asia Studies*, 2016, vol.5. pp. 1526-1552.

¹¹¹ N. BORDYUZHA, « Militants and Terrorists Must Not be Allowed to Build A Social Base Inside the Csto Countries », *Security Index: A Russian Journal on International Security*, 2014, vol. 3, pp.19-22.

dans l'exclusivité de la réaction à des menaces externes ou infiltrées¹¹². Cette explication officielle semble cependant peu convaincante compte tenu du départ de plusieurs pays membres, dont la Géorgie en 1999 et surtout de l'Ouzbékistan en 2012 pour la deuxième fois, jugeant l'organisation inefficace et préférant les partenariats bilatéraux¹¹³. Enfin, outre l'OTSC, la Russie maintient encore une domination par rapport à la sécurité régionale à travers des accords bilatéraux et des bases militaires en Asie centrale, chose que la Chine n'a pas encore développée.

Le secteur de la sécurité : un monopole Russe ?

Il est incontestable que la Russie détient une emprise sécuritaire sur l'Asie centrale, chose que ne peut pas encore prétendre la Chine. Au-delà de l'OTSC propre, la Russie a établi des partenariats bilatéraux et multilatéraux qui lui confèrent des avantages stratégiques régionaux. En outre, elle possède des installations militaires au Kazakhstan, au Kirghizistan et au Tadjikistan.

Au Kazakhstan¹¹⁴, Moscou détient la station radar du lac Balkhach, la base de missile de Sary Chagan et le cosmodrome de Baïkonour. Ce dernier est particulièrement stratégique. Opérationnel depuis 1955, c'est la

base spatiale la plus importante de la Russie, et le lieu d'où l'URSS a envoyé le premier homme dans l'espace, le cosmonaute soviétique Youri Gagarine. Le spatial devenant un nouveau champ de bataille entre les grandes puissances, la présence russe à Baïkonour s'avère de plus en plus stratégique malgré les convoitises de Noursoultan sur une partie de la base, poussant Moscou à envisager des alternatives. Au Kirghizistan¹¹⁵, la Russie dispose de la base aérienne de Kant, destinée à prévoir une force de réaction rapide. Si elle rivalisait autrefois avec la base américaine de Manas, cette dernière ferma ses portes en 2010, donnant à Moscou le monopole de la présence militaire étrangère dans le pays. La Russie y dispose aussi de bases de test de torpilles. Au Tadjikistan¹¹⁶, la Russie possède une base militaire non loin de la capitale Douchanbé. Elle accueille la 201^e division d'infanterie motorisée de l'armée russe. Le nombre de troupes déployées est estimé entre 6000 et 7000, en faisant la plus grande base militaire russe en dehors de son territoire. En Ouzbékistan, suite à l'arrivée au pouvoir du nouveau président Chavkat Mirzioïev¹¹⁷ en décembre 2016, la Russie signa le 12 octobre 2018 un accord stipulant l'ouverture mutuelle des espaces aériens russe et ouzbek à leurs appareils militaires respectifs¹¹⁸. Avec peu de relation en matière de défense et de sécurité

¹¹² *Ibid*, 4.

¹¹³ *Ibid*, 6.

¹¹⁴ *Ibid*, 13.

¹¹⁵ *Ibid*, 16.

¹¹⁶ *Ibid*, 16.

¹¹⁷ B. GOUARNE, « Qui est Chavkat Mirzioïev, le nouveau président de l'Ouzbékistan? », *Novastan*, 5 décembre 2019.

¹¹⁸ T. GAUDIN, « L'Ouzbékistan ouvre son ciel aux avions militaires russes », *Novastan*, 17 octobre 2018.

depuis le retrait de l'Ouzbékistan de l'OTSC en 2012, cet accord, ratifié le 5 mars 2019, implique un retour de l'influence russe en matière de sécurité dans le pays.

Enfin, intéressons-nous à la victoire diplomatique russe quant au statut de la Mer Caspienne. Un accord historique¹¹⁹ signé le 12 août 2018 entre l'ensemble des pays riverains (Russie, Kazakhstan, Turkménistan, Iran et Azerbaïdjan) donne un statut particulier à la mer, et permet des privilèges exclusifs aux pays membres tout en y interdisant les installations (entre autres militaires) de pays étrangers, excluant *de facto* la présence chinoise en Mer Caspienne. Enfin, la Russie peut y déployer une flottille en guise de sécurité, montrant sa domination régionale même aux yeux d'un pays officiellement neutre comme le Turkménistan.

En conclusion, l'Asie centrale est devenue un espace stratégique de la coopération sino-russe. Cela s'est principalement concrétisé avec la création de

l'Organisation de coopération de Shanghai en 2002 et son développement actuel. Cependant, la croissance économique chinoise et sa percée majeure dans la région ont suscité la crainte de Moscou, qui voit en Pékin tout aussi bien un partenaire stratégique qu'un rival régional. À l'image du projet chinois des « nouvelles routes de la soie », concrétisation des ambitions de la République Populaire de Chine (RPC), la propulsant aujourd'hui comme un partenaire économique et énergétique incontournable. Moscou garde malgré tout un avantage : les organisations d'intégration régionale sont toutes, à l'exception de l'OCS, dirigées par elle, et particulièrement l'Union économique eurasiatique et l'Organisation du traité de sécurité collective. La Russie garde aussi une influence culturelle et linguistique encore inégalée et maintient sa mainmise sur la sécurité régionale, chose que Pékin n'a pas encore réussi à établir. Cependant, le changement de président au Kazakhstan et la découverte de l'existence d'une base militaire chinoise secrète au Tadjikistan¹²⁰ pourraient nuancer cette situation à l'avenir.

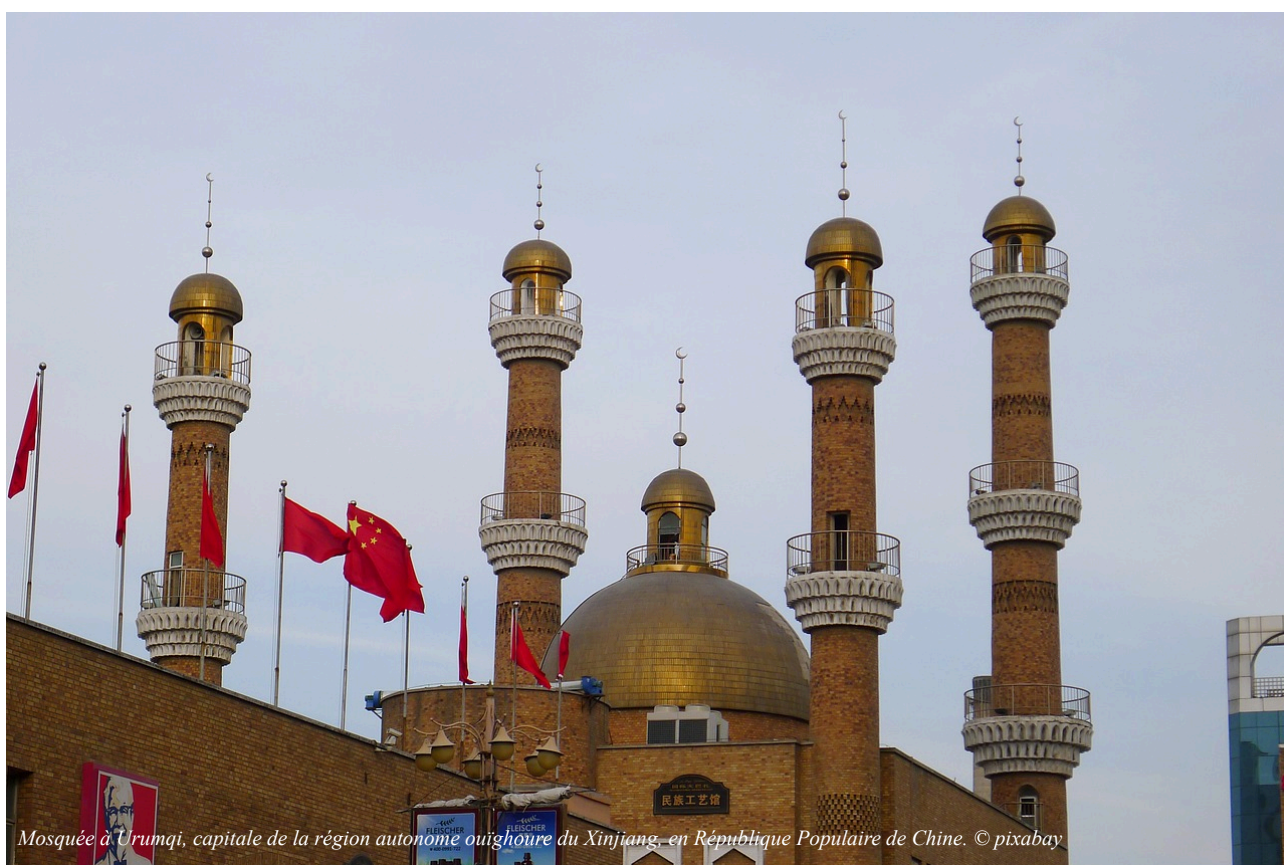
¹¹⁹T GAUDIN, « Mer Caspienne : Signature d'une « constitution » pour la mer Caspienne », *Novastan*, 13 août 2018.

¹²⁰ « Une base militaire chinoise secrète trouvée au Tadjikistan », *Novastan*, 19 février 2019.

LA CHINE EN ASIE CENTRALE : UNE STRATÉGIE EN PLUSIEURS TEINTES

PAR INÈS CAVALLI

Rédactrice au sein de la Délégation Asie des Ambassadeurs de la Jeunesse



Mosquée à Urumqi, capitale de la région autonome ouïghoure du Xinjiang, en République Populaire de Chine. © pixabay

L'Asie centrale, de par sa géolocalisation particulière, se situe à la croisée de mondes aux spécificités culturelles, religieuses et historiques propres : les influences russe au nord, chinoise à l'est, indienne au sud, persane et arabe au sud-ouest et ottomane à l'ouest sont à l'origine d'un brassage inédit indispensable à la compréhension des dynamiques qui sous-tendent cette région. Depuis 1991 et la dissolution de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (URSS), les États centrasiatiques ont fait l'objet d'un intérêt croissant de la part de leur voisin chinois et ont vu

l'influence de ce dernier croître en leur sein si bien que, aujourd'hui, il est parvenu à supplanter la traditionnelle présence russe dans certains secteurs. Cette évolution ne peut être appréhendée qu'à la lumière des événements ayant marqué le pouvoir politique chinois aussi bien dans la gestion de ses affaires internes que sur le plan international. En effet, répondre aux défis de son économie émergente, renforcer son emprise sur les populations turcophones de l'Ouest chinois, sécuriser ses frontières face à la montée de l'extrémisme religieux en Afghanistan et briser son isolement géographique et diplomatique devant les tensions l'opposant à des puissances telles que l'Inde, la Russie et les États-Unis sont autant de priorités ayant poussé la Chine à développer des liens étroits avec les anciennes républiques soviétiques. Leurs échanges se sont multipliés dans de nombreux secteurs et prennent place dans des cadres bilatéraux et multilatéraux, révélant la volonté chinoise de créer une dynamique régionale lui étant favorable pour soutenir ses ambitions nationales et à l'étranger. L'Asie centrale constitue de ce fait une région essentielle à la compréhension de la géopolitique actuelle de la Chine.

L'ASIE CENTRALE, UNE REGION CLEF POUR LA SECURITE CHINOISE

La préoccupation de Pékin au sujet de la sécurisation de ses frontières occidentales a émergé au lendemain du démantèlement de l'URSS, laissant place à un vide sécuritaire dans la région. L'ancien empire soviétique, qui exerçait un contrôle ferme sur son territoire, a été remplacé par une multitude d'États fraîchement constitués et présentant des fragilités structurelles sources de craintes pour le gouvernement chinois. Se sont opérés, durant la même période, un retrait des forces américaines du territoire afghan dès 1996 ainsi qu'une montée en puissance de groupuscules islamistes faisant planer le risque d'une propagation de l'Islam radical dans la région. L'objectif principal de Pékin va dès lors consister en une politique d'endiguement de la menace islamiste afin d'en préserver les

républiques centrasiatiques, et le territoire chinois par extension.

L'Asie centrale et le risque de propagation de la menace islamiste

Au lendemain du démantèlement de l'URSS, la priorité du gouvernement chinois est d'établir des relations de confiance avec les États centrasiatiques afin d'assurer la stabilité à ses frontières. Cela passe par la reconnaissance, dès décembre 1991, de chacune des républiques. Pékin s'attache également à régler la question sensible de la délimitation des frontières entre son territoire et celui de ses voisins, ce qui lui permet de mettre en place des relations diplomatiques avec ses interlocuteurs dès janvier 1992¹²¹.

Il faut attendre 1996 pour qu'une première structure fédérant les États de la région voit le jour sous le nom de « Forum de Shanghai¹²² » et réunissant cinq pays : la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie

¹²¹ T. KELLNER, « La Chine et l'Asie centrale vingt-cinq ans après... De la marginalité au centre de la scène régionale », *Outre-Terre*, 2016, vol. 3, n°48, pp. 268-304.

¹²² « 上海五国 » [Shànghǎi wǔ guó] en chinois.

et le Tadjikistan. Issu d'une initiative conjointe entre Pékin et Moscou, le Forum résulte de leur crainte commune envers les velléités séparatistes des minorités musulmanes tchétones et ouïghoures, respectivement situées dans le nord-est du Caucase et dans l'Ouest chinois¹²³. Il s'agit, pour les autorités russes et chinoises, d'éviter que l'instabilité en Afghanistan ne se propage dans la région et ne permette aux mouvements indépendantistes auxquels elles font face tout comme aux groupuscules islamistes de constituer leurs bases-arrières en Asie centrale.

« Pour ce faire, Pékin compte sur la création d'intérêts communs aux gouvernements de la région à même de supplanter les relations historiques unissant les populations centrasiatiques aux minorités turcophones de l'Ouest chinois. »

Le Forum de Shanghai est ainsi établi au nom de la lutte contre les « trois fléaux¹²⁴ » que constituent « le terrorisme (politique), le séparatisme (ethnique) et l'extrémisme (religieux) » planant sur la région. Il se focalise

sur le maintien d'une surveillance aux frontières des États membres, la coopération des services militaires, de renseignement et de sécurité entre eux ainsi que l'établissement de partenariats stratégiques. L'objectif de l'organisation est de participer à la stabilisation de la région au sein d'un cadre souple et non-contraignant fondé sur la multipolarité, le respect du principe de non-ingérence et l'absence d'alliances entre les États membres¹²⁵.

Le 15 juin 2001, le Forum s'élargit avec l'entrée de l'Ouzbékistan et devient l'Organisation de coopération de Shanghai¹²⁶ (OCS). En 2004, un secrétariat permanent est installé à Pékin et l'année suivante c'est le statut d'observateur qui est créé, aujourd'hui attribué à l'Afghanistan, la Biélorussie, l'Iran et la Mongolie. Le Turkménistan bénéficie quant à lui de la qualité d'invité spécial à certains événements de l'organisation. En 2007, un Traité de bon voisinage, d'amitié et de coopération à long terme est signé par l'ensemble des États membres. Cette institution s'inscrit dans la logique sécuritaire initiée par le Forum de Shanghai, sa Convention réaffirmant par ailleurs la lutte contre les « trois fléaux » comme l'un de ses objectifs principaux. Sont également mis en place une Structure anti-terroriste régionale (RATS) à Tachkent dès 2003, bénéficiant d'une antenne à Shanghai depuis 2005, ainsi qu'un Institut de

¹²³ Nous parlerons ici d'« Ouest chinois » ou de « région ouïghoure » pour désigner le territoire historiquement peuplé par les Ouïghours ainsi que d'autres minorités ethniques (Kazakhs, Kirghizes, Tadjiks, Ouzbek, Huis, Mongols...). Les termes « Xinjiang » (« 新疆 » [Xīnjiāng], signifiant « nouvelle frontière » en chinois) ou « RAOX » (Région Administrative Autonome du Xinjiang) étant ceux utilisés par le gouvernement chinois pour dénommer cette région, les populations locales n'en acceptent pas forcément l'utilisation et le sens.

¹²⁴ « 三股邪恶势力 » [sāngǔ xié'è shìlì] en chinois.

¹²⁵ *Ibid*, 1.

¹²⁶ « 上海合作组织 » [Shànghǎi hézuò zǔzhī] en chinois.

lutte contre la criminalité transfrontalière et le trafic de drogue en 2006 rattaché à la RATS¹²⁷. Ces initiatives révèlent l'attention portée par Pékin à l'intensification des échanges régionaux en matière sécuritaire dans son souci, demeurant d'actualité, de pacification de la région. L'OCS est d'autant plus importante aux yeux de la Chine qu'elle craint de voir l'influence de Washington s'étendre en Asie centrale, en particulier suite à l'entrée de plusieurs anciennes républiques soviétiques (l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie) au sein de l'OTAN. L'Organisation présente d'ailleurs l'originalité de constituer la seule instance de sécurité au monde dont la Chine soit membre sans que les États-Unis n'en fassent partie. Depuis 2002, des manœuvres conjointes ont été initiées afin de développer la collaboration opérationnelle des États membres contre le terrorisme. Si elles ont longtemps été décrites par les commentateurs comme demeurant symboliques et limitées, une partie d'entre eux note désormais leur importance croissante du fait d'une Chine de plus en plus demandeuse. L'entrée conjointe de l'Inde et du Pakistan au sein de l'OCS en juin 2017 confirme l'intérêt des acteurs locaux pour une plateforme avant

tout centrée sur les modalités de stabilisation de l'Asie centrale.

L'importance de la région ouïghoure en Asie centrale

Peuple turcophone et musulman partageant davantage de similitudes avec les populations centrasiatiques que le reste de la population chinoise, les Ouïghours entretiennent des rapports complexes avec le pouvoir central depuis leur annexion, en 1884, sous l'empire Qing. Défendant leurs spécificités historiques et culturelles, ils ont, très tôt, aspiré à davantage d'autonomie et d'indépendance, volonté qui s'est illustrée à travers l'établissement de deux républiques du Turkestan Oriental¹²⁸ en 1933 puis en 1944. Bien que s'étant soldées par des échecs, ces tentatives traduisent le désir d'émancipation des Ouïghours vis-à-vis du gouvernement chinois.

Du point de vue de Pékin, la question ouïghoure soulève plusieurs problématiques et défis. Il s'agit d'abord d'un peuple remettant en cause l'unité de la nation chinoise de part

¹²⁷ J-P. CABESTAN, « L'Asie centrale vue de Chine », *Relations internationales*, 2011, vol. 1, n°145, pp. 53-70.

¹²⁸ I. CAVALLI, « La question ouïghoure en République Populaire de Chine : Enjeux géopolitique locaux et régionaux », Ecole Normale Supérieure de Lyon, 25 juin 2018.

Cette dénomination a été formulée au XX^{ème} siècle durant la formation de l'identité nationale ouïghoure. Elle signifie littéralement « Pays des Turcs » en persan, les Ouïghours revendiquant leur appartenance au monde turc au même titre que les Turcs et les populations centrasiatiques.

les aspirations indépendantistes existantes en son sein, portant ainsi atteinte à l'un des principes fondateurs de la République Populaire de Chine qui n'a de cesse de présenter le caractère multiethnique de sa population comme étant l'une de ses forces¹²⁹. D'autre part, bien que pratiquant traditionnellement un islam modéré¹³⁰, Pékin craint la radicalisation d'une partie de la population ouïghoure et l'importation, en Chine, du djihadisme international dans un contexte régional particulièrement mouvementé. De fait, des incidents se sont produits en région ouïghoure et ailleurs en Chine¹³¹, offrant l'opportunité à Pékin d'accentuer sa rhétorique et son contrôle à l'encontre de la société ouïghoure. Enfin, la région, de par sa position géographique lui faisant partager les frontières de huit États¹³², constitue la plateforme d'échanges de prédilection entre la Chine et ses voisins centrasiatiques¹³³. Le maintien de la stabilité dans cette zone est de ce fait vital tant pour des questions de sécurité que pour des raisons économiques. La région servant de point de départ à de nombreuses initiatives commerciales chinoises (notamment dans le cadre de l'Initiative de la « nouvelle route de la soie ») et constituant le point d'arrivée et

d'entrée des importations de la Chine depuis l'Asie centrale, en particulier des hydrocarbures.

La question ouïghoure demeure sensible dans les échanges entre Pékin et les gouvernements centrasiatiques. Ces derniers ont, sur pression chinoise, consenti dès les années 1990 à refuser l'accueil de toute formation politique représentant les Ouïghours au sein de leur territoire et à surveiller leurs propres minorités ouïghoures afin d'éviter qu'elles n'établissent des liens avec les populations de l'Ouest chinois.

L'ASIE CENTRALE COMME SUPPORT AU DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE CHINOISE

« Si la question sécuritaire a constitué le premier leitmotiv de Pékin dans son rapprochement avec les républiques centrasiatiques, les richesses dont regorge la région ont fait l'objet d'un

¹²⁹ La Chine compte 56 groupes ethniques, l'ethnie Han représentant environ 91,51 % de la population chinoise selon le sixième recensement national chinois.

¹³⁰ L'islam ouïghour est sunnite, de rite hanéfite et est fortement imprégné de soufisme. Il se caractérise par une lecture souple du Coran et par l'importance qu'il confère au culte des saints. Celui-ci, considéré comme du polythéisme, fait l'objet, au même titre que la pratique du chant et de la danse dans les cérémonies religieuses, de vives critiques de la part d'une majeure partie de la communauté musulmane.

¹³¹ Dans le début des années 1990, des actions relevant du terrorisme politique émergent en région ouïghoure à l'encontre des représentants du pouvoir chinois (lieux publics, fonctionnaires, forces de l'ordre) dans un contexte social extrêmement tendu marqué par plusieurs vagues de soulèvements populaires. Un regain des violences prend place dans les années 2010 suite à l'émeute d'Urumqi de 2009. L'opinion publique chinoise est particulièrement affectée par l'explosion d'une voiture à Tiananmen en 2013 et une attaque au couteau dans la gare de Kunming en 2014.

¹³² Soit de la Russie, la Mongolie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, le Tadjikistan, l'Afghanistan, le Pakistan et l'Inde.

¹³³ 83% du commerce de la région ouïghoure s'effectue avec l'Asie centrale et 80% du commerce de la Chine avec l'Asie centrale transite en son sein.

intérêt croissant, si bien qu'elles figurent aujourd'hui parmi les secteurs clés de coopération entre ces États. »

La dynamique économique que s'est efforcée de construire la Chine en Asie centrale, à travers l'établissement d'un vaste réseau d'infrastructures et de communications, sert également le projet phare du pays proposé au monde par Xi Jinping en 2013 : l'Initiative de la Ceinture et de la Route (ou « BRI », acronyme de « Belt and Road Initiative¹³⁴ »). L'essor du commerce sino-centrasiatique permet, outre un soutien à l'expansion de l'économie chinoise en Eurasie, de développer les provinces de l'ouest de la Chine et la région ouïghoure en particulier¹³⁵. Selon Pékin, l'amélioration du niveau de vie des populations d'Asie centrale et de l'Ouest chinois constitue le meilleur moyen de lutter

contre la propagation de l'islam radical en leur sein.

Une région riche en ressources naturelles

Les terres d'Asie centrale se révèlent particulièrement riches en matières premières. Le Kazakhstan, première économie et premier partenaire commercial de la Chine dans la région, dispose de 87% à 94% du total des ressources prouvées en charbon, en pétrole et en uranium¹³⁶. Le

Turkménistan, deuxième partenaire chinois, est quant à lui la première puissance gazière centrasiatique avec 86% des réserves locales tandis que le Tadjikistan dispose de 44% des capacités hydroélectriques régionales. Le Kirghizstan regorge davantage

d'or et l'Ouzbékistan jouit d'importantes réserves de gaz. De fait, les hydrocarbures constituent, en 2015, 70% des exportations centrasiatiques¹³⁷. La Chine, qui est très demandeuse de ces ressources, est un marché



Train et chemin de fer ouzbeks, à l'orée des nouvelles routes de la soie. © pixabay

¹³⁴ En chinois, « 一帶一路 » [yīdài yīlù] soit littéralement « Une ceinture, une route ». Ce projet est également désigné sous le terme de « Nouvelles routes de la soie ».

¹³⁵ N. ROLLAND, « La nouvelle Route de la soie. Les ambitions chinoises en Eurasie », *Politique étrangère*, 2015, vol. 3, pp. 135-146.

¹³⁶ D'après les données gouvernementales et internationales.

¹³⁷ J. VERCUEIL, « De la Russie à la Chine ? Le basculement énergétique de l'Asie centrale », *Mondes en développement*, 2015, vol. 1, n°169, pp. 47-60.

incontournable pour ses voisins. Elle est d'ailleurs, depuis 2009, le premier partenaire commercial des États de la région, supplantant l'historique domination de la Russie à cet égard¹³⁸. Elle est en particulier le premier importateur et exportateur du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan et du Turkménistan, l'économie de ce dernier dépendant quasi-uniquement du marché chinois. En 2014, les entreprises chinoises contrôlaient 24% du pétrole kazakh, près de 10% du gaz ouzbek et produisaient environ 34% du gaz turkmène¹³⁹. Il paraît ainsi naturel que l'intégration économique initiée en Asie centrale se soit effectuée autour du secteur énergétique afin d'exploiter et de commercialiser ces richesses. C'est la stratégie mise en place par la Chine, dès les années 1990, avec des investissements destinés à faciliter l'acheminement des matières premières jusqu'à son territoire ainsi qu'à soutenir la construction d'infrastructures industrielles.

Ainsi la Chine a-t-elle participé à l'établissement d'un réseau routier régional important, avec une première voie reliant Alashankou, en région ouïghoure, et la ville kazakhe de Dostyk en 1991, puis une seconde en 2012 entre Korghos côté chinois et Altyntkol au Kazakhstan¹⁴⁰. En 2016 a débuté la construction d'une route traversant le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. Cette même année, la Chine a soutenu l'ouverture de 87 routes destinées à améliorer ses échanges avec le Kazakhstan, le Kirghizstan et le Tadjikistan

ainsi que sept points de passage frontaliers avec le Kazakhstan, deux avec le Kirghizstan et un avec le Tadjikistan. Des voies ferrées établies entre Lodz, en Pologne, et la ville chinoise de Chengdu en 2013, et entre Lodz et Xiamen en 2016, permettent de réduire de moitié le temps de transport des marchandises acheminées par voie maritime en traversant l'Asie centrale¹⁴¹.

Les projets d'exploitation des hydrocarbures centrasiatiques initiés par la Chine tendent eux aussi à se multiplier. Dans les années 2000, un oléoduc reliant Atyrau sur les rives de la mer Caspienne à Alashankou a été finalisé. Elle a également investi dans la construction d'un gazoduc reliant, depuis 2009, Bagtyarlik à Khorghos. En 2015, c'est un gazoduc comportant trois branches et connectant le Kazakhstan, l'Ouzbékistan et le Turkménistan qui a été construit, une quatrième branche étant prévue pour 2020. Enfin, la Chine s'investit dans l'exploitation de l'uranium kazakh, dont 55% de la production lui était destinée en 2014¹⁴². En 2016, Pékin détenait 26 réacteurs d'uranium exploités et 25 en cours de construction, l'objectif affiché étant de porter ce chiffre à 129 en 2030. Dans ce contexte, l'Asie centrale apparaît comme un élément majeur dans le développement de l'économie chinoise dont l'industrie et la population sont particulièrement énergivores et tendent à l'être de plus en plus. Bien que Pékin mène une stratégie de diversification de ses approvisionnements afin d'être le plus

¹³⁸ *Ibid*, 8.

¹³⁹ *Ibid*, 1.

¹⁴⁰ *Ibid*, 1.

¹⁴¹ M. FOUCHER, « L'Euro-Asie selon Pékin », *Politique étrangère*, 2017, vol. 1, pp. 99-113.

¹⁴² *Ibid*, 1.

indépendant possible, son intérêt pour les richesses naturelles dont disposent ses voisins est indéniable, et il est probable que de nombreux projets d'infrastructures nouveaux se multiplient dans les prochaines années.

La région centrasiatique, qui demeure très rurale, présente également un intérêt pour la Chine dans les secteurs agricole et agroalimentaire du fait d'un accroissement de la demande, en particulier de la classe moyenne chinoise, de produits de meilleure qualité¹⁴³. En définitive, la tournure prise par les échanges sino-centrasiatiques présente le risque de nourrir davantage la relation de dépendance des républiques au marché chinois.

Une région indispensable à la projection économique chinoise en Eurasie : l'Asie centrale et les nouvelles « routes de la soie »

Ces dernières années, l'Asie centrale a revêtu une importance particulière pour Pékin dans le cadre de son initiative des nouvelles routes de la soie, projet destiné à relier les côtes est chinoises à l'ouest européen par le biais d'un gigantesque réseau de voies de communication et d'infrastructures. Les enjeux, qui sont multiples pour la Chine, résident tout d'abord dans l'intégration de son économie au marché mondial en créant une dynamique continentale eurasiatique, voire étendue jusqu'à l'Afrique, permettant de stimuler et de maintenir sa croissance. Pékin espère réaliser cet objectif en atteignant le plus grand nombre de marchés possibles à même de consommer des produits chinois et ainsi soutenir les exportations nationales. C'est dans cette optique qu'il a présenté la mise en place

de deux routes : une voie terrestre prenant la forme de multiples corridors reliant la Chine à l'Europe et une voie maritime destinée à sécuriser les flux d'approvisionnement chinois en reliant la côte chinoise à la mer méditerranée *via* la péninsule arabique et la corne africaine.

Il s'agit en outre de promouvoir une nouvelle vision de la mondialisation telle que défendue par Pékin, qui place l'accent sur son caractère inclusif, connectif sans égard à la nature des régimes et des économies désireux de prendre part au projet et suivant une logique de « gagnant-gagnant ». Cette initiative entend ainsi non seulement renforcer la puissance économique chinoise, mais également briser l'enclavement géographique et diplomatique de Pékin.

« Ses ambitions, à la fois par le volume des initiatives proposées, le nombre de secteurs et d'acteurs impliqués, et par les ressources financières mobilisées, font de ce projet une véritable marque que la Chine entend laisser au monde du XXIème siècle. »

Par ailleurs, c'est à Noursoultan¹⁴⁴ que la BRI a été présentée par le président chinois, ce qui a constitué un signal fort envers les pays centrasiatiques, révélant l'importance qui leur

¹⁴³ T. KELLNER Thierry, « La Chine et l'Asie centrale en 2017 : Une nouvelle étape de l'essor chinois en Eurasie ? », *Asia Centre*, 2018, n°24, pp. 1-15.

¹⁴⁴ Capitale kazakhe qui portait le nom d'Astana jusqu'en mars dernier.

est accordée par la Chine. L'Asie centrale apparaît en effet comme une pièce maîtresse du projet dans la mesure où plusieurs corridors terrestres traversent son sein. Dans un contexte d'incertitude et de turbulences dans certaines zones pakistanaïses, moyen-orientales et caucasiennes, il est crucial pour Pékin de maintenir des relations cordiales avec les républiques centrasiatiques et de participer à leur stabilité afin de mener à bien la BRI.

LE SOUTIEN DES REPUBLIQUES CENTRASIATIQUES À PEKIN DANS UN CONTEXTE INTERNATIONAL COMPLEXE

Le développement de l'économie chinoise s'est accompagné d'une extension de son influence dans le monde et de l'adoption d'une rhétorique nouvelle dans l'histoire des dirigeants chinois, portée par le président Xi Jinping, en faveur d'un rôle davantage proactif et affirmé de la Chine au sein du système international. Le gouvernement chinois n'hésite désormais plus à afficher ses ambitions de puissance et à promouvoir la qualité de son modèle politique et de son système sociétal. Cette évolution a généré de nombreuses craintes et crispations parmi les interlocuteurs de Pékin, en particulier en Occident, désireux de préserver des intérêts souvent perçus comme étant menacés par la montée en puissance de la Chine. Cette dernière s'appuie sur l'influence qu'elle exerce dans plusieurs régions du monde, et notamment en Asie centrale, afin de soutenir sa posture à l'international.

L'importance de l'Asie centrale dans la stratégie de désenclavement opérée par Pékin

En 2012, Wang Jisi, doyen de la School of International Studies de l'Université de Pékin, fait mention de la stratégie chinoise de la « marche vers l'Ouest¹⁴⁵ »¹⁴⁶. Cette politique, qui fait suite à la présentation en 2011 du « pivot vers l'Asie¹⁴⁷ » par la secrétaire d'État américaine Hillary Clinton, est souvent décrite comme une réaction à la présence des États-Unis sur le flanc Est de la Chine. En effet, en vertu des liens historiques les liant à plusieurs pays de la région, les États-Unis disposent de troupes et de bases navales en Australie, en Corée du Sud, au Japon, aux Philippines, à Singapour et en Thaïlande ; déploiement vécu comme une menace par la Chine qui se voit privée d'un accès stratégique clé à sa façade maritime.

L'Indo-Pacifique est également le théâtre d'affrontements entre la Chine et le Japon en mer de Chine orientale et entre Brunei, la Chine, la Malaisie, les Philippines, Taïwan et le Vietnam en mer de Chine méridionale s'agissant de l'appartenance de plusieurs îlots revendiqués par chacun de ces acteurs. Pékin se doit en outre de gérer ses rapports complexes avec la deuxième puissance asiatique en devenir : l'Inde. Les deux États se livrent en effet à un jeu d'influence en Asie du sud-est, cristallisé autour de la question du Pakistan qui, soutenu par Pékin, connaît des différends historiques profonds et durables avec son voisin indien.

¹⁴⁵ En chinois, « 西进 » [xī jìn].

¹⁴⁶ *Ibid*, 1.

¹⁴⁷ K. LIEBERTHAL, « The American Pivot to Asia », *Foreign Policy*, 21 décembre 2011.

Cette pomme de discorde se révèle être une tare pour le gouvernement chinois, confronté au « dilemme de Malacca » suivant lequel le commerce maritime chinois dépend du contrôle indien de ces eaux dont l'accès est inévitable pour parvenir aux côtes chinoises.

La stratégie de « marche vers l'Ouest » vise précisément à briser l'enclavement dont la Chine fait l'objet à l'est et au sud, la poussant à porter son attention vers les terres occidentales. Suivant cette logique, l'Asie centrale se présente comme la première porte d'entrée chinoise vers l'Eurasie, aussi est-il crucial pour Pékin d'entretenir des rapports pacifiés avec ses voisins afin de soutenir ses ambitions régionales.

« La BRI s'insère dans cette réflexion, permettant d'assurer l'empreinte chinoise vers des espaces *a priori* moins sujets à l'influence de Washington depuis son retrait d'Afghanistan et l'attention qu'il porte à des zones géographiques tierces. »

Le soutien prodigué par les gouvernements centrasiatiques à Pékin au sein du système international

Les républiques centrasiatiques participent, volontairement ou sous pression chinoise, à renforcer le poids de Pékin au sein d'un système international dans lequel de nombreuses critiques se dressent contre lui. Ce

phénomène s'est renforcé ces dernières années, la puissance chinoise ayant généré des interrogations et des suspicions grandissantes parmi plusieurs États qui ont affiché leur réserve de plus en plus clairement, en témoignent les débats ayant pris place autour du géant chinois du télécom Huawei. Dans ce contexte, les républiques centrasiatiques seront elles aussi naturellement amenées à choisir de coopérer ou non avec les entreprises chinoises quelles qu'elles soient. Huawei est déjà présent au Tadjikistan et ZTE est le premier opérateur de télécommunications en Asie centrale¹⁴⁸. Ces nouveaux réseaux, qui concurrencent et supplantent leurs rivaux occidentaux (cadres optiques sous-marins), illustrent la compétition qui tend à se mettre en place entre deux systèmes économiques, commerciaux et idéologiques distincts.

En effet, la Chine de Xi Jinping se dresse en leader d'une conception des relations internationales alternative à celle ayant dominé la scène mondiale depuis la fin de la Guerre Froide, menée par les États-Unis et un bloc occidental, et objet de critiques dans de nombreux pays. Est régulièrement pointé du doigt l'impérialisme de l'Occident dans ses rapports économiques avec le reste du monde ainsi que dans la création et l'application de normes dites universelles qui reflèteraient davantage les priorités sociétales d'une minorité d'États. Pékin, tout comme d'autres puissances émergentes telles que l'Iran ou les BRICS, conteste cet état de l'ordre international, appelant à la prise en compte d'acteurs aux origines plus diversifiées ainsi qu'à une gouvernance mondiale multipolaire. Ses initiatives à échelle globale telles que l'OCS, la BRI ou la Banque asiatique d'investissement pour les infrastructures (BAII) reflètent la conception chinoise des

¹⁴⁸ *Ibid*, 21.

relations internationales et sa volonté de la partager, voire de l'imposer à l'étranger. Le gouvernement chinois fait notamment face à des divergences de fond, principalement avec ses interlocuteurs occidentaux, eu égard à des principes issus du droit international tels que celui des droits de l'Homme ou celui de la souveraineté des États, qui implique selon lui une non-intervention absolue d'acteurs tiers dans la gestion de ses affaires intérieures. Son influence croissante dans les institutions internationales lui permet d'effectuer des avancées dans la modification de l'ordre mondial, à l'instar de l'intégration récente des concepts de « communauté d'avenir partagé pour l'humanité » ou de « nouvelles routes de la soie » au sein de l'ONU¹⁴⁹.

Les républiques centrasiatiques font parties de l'ensemble des projets chinois à l'étranger¹⁵⁰, et toutes ont par ailleurs signé des partenariats stratégiques avec Pékin, qui sont considérés comme le plus haut degré de coopération existant avec la Chine. Il importe en effet pour cette dernière de trouver des terrains d'entente avec les régimes partageant une pratique du pouvoir et une conception du système international similaires aux siennes. Il en est ainsi avec les gouvernements centrasiatiques, ayant tous adopté des régimes politiques autoritaires, à l'exception de la démocratie kirghize. De manière générale, Pékin profite de son emprise économique sur

des États de puissance intermédiaire tels que les pays d'Asie centrale pour bénéficier de leur appui ou, à défaut, de leur neutralité sur des questions de gouvernance interne à la Chine sujettes à débat en Occident. Cela est aujourd'hui le cas eu égard à l'état de la démocratie hong-kongaise ; le statut de Taïwan ou la répression des populations tibétaine et ouïghoure, cette dernière faisant face, ces dernières années, à un contrôle particulièrement intensif. Malgré la proximité des sociétés centrasiatiques avec le peuple ouïghour, les gouvernements de ces premières n'ont pas expressément condamné l'oppression subie par ce groupe ethnique. Sa répression a pourtant franchi un seuil de gravité supplémentaire avec l'incarcération avérée de plus d'un million de Ouïghours et de musulmans d'ethnies tierces, et notamment centrasiatiques, au sein de camps de détention présentés par Pékin comme des centres de « rééducation », s'apparentant davantage à ce qui est souvent qualifié de plus grande incarcération de masse, voire de plus important ethnocide du XXI^{ème} siècle¹⁵¹. Le silence assourdissant des États, dans la région tout comme dans le monde musulman¹⁵², est attribuable aux relations commerciales conséquentes qui les unissent à la Chine et qui génèrent leur dépendance à la volonté de Pékin.

¹⁴⁹ J-P. CABESTAN, « La Chine veut modifier l'ordre mondial à son avantage », *Le Monde*, 04 juin 2019.

¹⁵⁰ Tous les États centrasiatiques à l'exception du Turkménistan font partie de l'Organisation de Coopération de Shanghai et de la BAII et ont participé à la deuxième édition du forum international des Nouvelles Routes de la Soie qui s'est tenu en avril dernier.

¹⁵¹ M-F. COUREL, « C'est peut-être un génocide d'un genre nouveau qui se déroule sous nos yeux », *l'OBS*, 17 octobre 2018.

¹⁵² J. BORGER, « US envoy decries lack of response from Islamic world to China's attacks on Uighurs », *The Guardian*, 11 juin 2019.

LES DEFIS DES RELATIONS SINO-CENTRASIATIQUES

Malgré les opportunités croissantes de coopération et une multiplication considérable des échanges depuis 1990, ayant hissé la Chine au rang de puissance majeure de la région, les rapports entre les républiques centrasiatiques et Pékin pourraient être fragilisés par plusieurs facteurs. Le premier d'entre eux réside dans le fossé culturel séparant les protagonistes qui, s'il n'est pas évident dans les relations entre leurs élites respectives, se fait davantage sentir au sein des populations et opinions publiques centrasiatiques. Ces dernières, inquiètes de constater l'emprise croissante de Pékin sur leurs économies et leurs dirigeants, font montre d'un certain sentiment antichinois qui, s'il devait être trop exacerbé, pourrait à terme réduire la marge de manœuvre chinoise dans la région¹⁵³. Cela est particulièrement vrai depuis la mise en place des mesures répressives sans précédent sévissant en région ouïghoure et ayant mené à l'incarcération d'individus d'origine centrasiatique, soit au moins 10 000 Kazakhs ethniques, près de 22 000 Kirghizes ethniques ainsi que des Tadjiks¹⁵⁴. Si les gouvernements kazakh et kirghiz ont pu avoir recours à leurs canaux diplomatiques pour obtenir la libération de certains de leurs citoyens détenus dans les camps, la question des Chinois d'ethnies centrasiatiques demeure néanmoins taboue¹⁵⁵. Le 28 mars 2019, le ministre des affaires étrangères kazakh a annoncé comprendre la politique menée par Pékin dans le cadre de sa lutte contre les « trois fléaux », tandis que le Kirghizstan a apporté

son soutien au gouvernement chinois le 13 juin 2019 dans ce qu'il considère relever d'une « affaire purement interne à la Chine ». Noursoultan a néanmoins refusé d'expulser de son territoire la lanceuse d'alerte chinoise d'origine kazakhe ayant révélé l'existence des camps de détention le temps qu'elle trouve asile en Suède.

« Malgré le mutisme des interlocuteurs chinois, le traitement infligé à des peuples « frères » des populations centrasiatiques risque indéniablement de porter atteinte, dans une mesure variable, à la réputation de la Chine au sein des opinions publiques de la région. »

Il est également envisageable que certaines républiques décident de se désolidariser des projets chinois en Asie centrale, notamment dans le cadre de la BRI, si le risque qu'un « piège de la dette » se refermant sur elles apparaisse trop plausible. Bien qu'un État comme le Kazakhstan puisse prétendre à davantage d'autonomie du fait de la solidité de son économie, des pays plus fragiles à l'instar de l'Ouzbékistan ou du Turkménistan s'exposent à de tels risques.

¹⁵³ *Ibid*, 23.

¹⁵⁴ « Ouïghours : la lanceuse d'alerte ayant dénoncé les camps trouve asile en Suède », *Le Muslim Post*, 4 juin 2019. Voir aussi « Région ouïghoure : le président kirghiz n'interviendra pas », *Novastan*, 13 juin 2019.

¹⁵⁵ R. STANDISH, « Kazakhs are the latest victims in Chinese war on Islam », *The Independent*, 13 mars 2019.

Enfin, la relation ambiguë qu'entretiennent Moscou et Pékin peut éventuellement générer des tensions dans la région. Les républiques centrasiatiques demeurent toujours, dans l'esprit du Kremlin, au sein de « l'étranger proche » de la Russie¹⁵⁶. Toute avancée trop intrusive de la puissance chinoise, de même que tout autre acteur étranger à l'intérieur de cette zone porte ainsi le risque de crispier Moscou comme l'illustre sa gestion des questions géorgienne ou ukrainienne. Si la prépondérance de l'influence économique chinoise en Asie centrale est un fait contre lequel la Russie dispose de peu de leviers d'action, elle demeure néanmoins le gendarme de la région d'un point de vue sécuritaire à travers des institutions telles que l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC) ou la Communauté des États indépendants (CEI). Par ailleurs, la multiplication des intérêts chinois au sein des républiques centrasiatiques s'accompagnera probablement d'une intensification de sa

présence militaire afin d'en assurer la protection. Il s'agira pour Pékin de savoir jusqu'où cette surveillance pourra s'effectuer sans mettre à mal sa relation avec Moscou.

Quant à l'effectivité de la stratégie chinoise de stabilisation de la région, elle reste à prouver. D'une part, du fait que la question de la propagation de l'islam radical en Asie centrale demeure un sujet de préoccupations constantes dont l'issue peut être multiforme et, d'autre part, le pari selon lequel la stabilisation de ces pays s'effectuera grâce à leur développement économique est à double-tranchant ; la pénétration de la Chine en leur sein pouvant créer des tensions dans le cas d'une dépendance trop importante des États à l'économie chinoise. Cette asymétrie dans les rapports de force centrasiatiques et chinois pourrait, à terme, engendrer des déséquilibres non négligeables et de profondes frictions portant à mal l'intérêt de l'ensemble de la région.

¹⁵⁶ Il s'agit des anciennes républiques soviétiques sur lesquelles la Russie s'estime légitime d'exercer une influence importante, bien que l'URSS soit dissoute, du fait des liens historiques, socio-culturels et économiques qu'ils partagent. Cette zone constitue de ce fait une « sphère d'intérêt vital » pour Moscou.

Interview de David Gaüzère

Docteur en Géographie humaine et sociale, Chercheur associé au Centre Montesquieu de Recherche Politique - Université de Bordeaux (EA 4192), Membre d'Honneur du Geopolitical Research Analysis Circle

En date du 08 juin 2019, David Gaüzère a répondu pour le compte des Ambassadeurs de la Jeunesse à des questions en lien avec les enjeux sécuritaires en Asie centrale.

INTERVIEW DE DAVID GAÜZÈRE

Ambassadeurs de la Jeunesse : Quelle prospective pour le Mouvement Islamique d'Ouzbékistan suite à la prise de pouvoir du président S. Mirziyoyev ?

David Gaüzère : La situation restera inchangée. En matière de lutte contre le terrorisme, Chavkat Mirziyoyev poursuivra l'œuvre de son prédécesseur Islam Karimov. Les 137 km de frontières séparant l'Ouzbékistan de l'Afghanistan sur l'Amou-Daria sont d'autres parts très bien contrôlées par l'armée ouzbèke. L'homme fort de Balkh, Atta Mohammed Nour, le Gouverneur de cette province afghane limitrophe de l'Ouzbékistan contrôle bien sa province, épargnée par les combats internes agitant les provinces voisines. Chavkat Mirziyoyev entend développer la coopération économique entre son pays et la province afghane, en faisant notamment de Khaïraton, le point frontalier afghan face à Termez l'Ouzbèke, une zone de libre-échange.

En face, le Mouvement Islamiste d'Ouzbékistan souffre de multiples dissensions internes. Depuis 2012, le mouvement a changé de nom pour se nommer désormais Mouvement Islamiste du Turkestan (MIT),

traduisant ainsi une perte du monopole ouzbek du djihadisme par des effectifs de moins en moins ouzbeks et de plus en plus centrasiatiques. Le mouvement a également prêté allégeance en 2015 à l'Organisation Etat islamique devenant ainsi une simple, je souligne bien, une simple katiba (phalange militaire djihadiste) franchisée de l'Etat Islamique-Khorasan (EI-K), la branche militaire de l'Organisation Etat islamique (OEI) en charge de la gestion de l'Afghanistan de l'Asie centrale post-soviétique, du Xinjiang chinois et du Khorasan iranien. En effet, jusque-là, le MIT était la seule grande organisation djihadiste régionale. Elle doit désormais depuis 2015 s'effacer et partager la scène djihadiste régionale avec d'autres katiba à base géographique nationale (Ansaroullah tadjik, Djound al-Khalifat kazakh, Djaïch-oul-Makhdi kirghiz...) ou ethniques (les Ouzbeks, de citoyenneté kirghize, d'Och du Djamaat Ojannat Ochiklari...) franchisées de l'EI-K, toutes établies dans le nord de l'Afghanistan et disposant de réseaux puissants composés de cellules dormantes au Tadjikistan et en Kirghizie, ainsi que dans la Vallée du Ferghana. Cet affaiblissement du MIT s'est

d'autre part concrétisé par la scission d'une partie minoritaire du mouvement, restée fidèle aux Talibans et à al-Qaïda, et aux combats internes meurtriers ayant ensuite suivi (Ousman Ghazi, le chef de la majorité pro EI-K du MIT y fut alors tué).

Les forces de l'islamisme sont donc divisées, mais toujours très actives dans la région. Cependant, les menaces semblent géographiquement se déplacer, délaissant un Ouzbékistan fort de 30 millions d'habitants, de la plus grande armée de la région (100 000 hommes bien équipés) et en croissance économique soutenue depuis l'arrivée de Chavkat Mirziioiev au pouvoir, pour des régions plus poreuses comme le désert turkmène ou les montagnes tadjikes, bien moins gardées.

A.J : Quels sont les enjeux du rapatriement d'Irak et de Syrie de citoyens d'Asie centrale, dont Ouzbeks et Kazakhstanaï ?

D.G : Les autorités des républiques d'Asie centrale poussent toutes à la normalisation des relations et au retour de la cohérence nationale avec les djihadistes rapatriés et leurs familles, ainsi qu'à l'amnistie pénale, pensant ainsi naïvement refaire entrer ces personnes dans le rang. Or, les différentes lois d'amnistie ont partout eu des résultats mitigés, notamment au Tadjikistan où 40% des djihadistes rapatriés auraient depuis fondé de nouvelles cellules djihadistes clandestines dans le pays ou seraient allés rejoindre directement et grossir les effectifs de l'EI-K dans le nord de l'Afghanistan, entraînant pour certains des garde-frontières et des agents des forces spéciales, trop basement payés, dans leur sillage.

A.J : Quelles actions des pays d'Asie centrale pour soutenir opérationnellement la coalition internationale contre les Talibans ?

D.G : La donne n'est plus la même qu'en 2001. Les Talibans ne représentent plus le principal danger en Asie centrale. Au contraire, ceux-ci de par leur islamisme nationaliste à base pachtoune sont encouragés par les États voisins, ainsi que les puissances régionales, à cesser leurs hostilités avec les forces nationales afghanes et à s'allier avec elles (pour parler de Doha) contre l'ennemi commun qu'est l'EI-K, islamiste comme les Talibans, mais à visée internationaliste.

D'un autre côté, les États d'Asie centrale, qui présentent tous des régimes autoritaires à l'exception de la Kirghizie, ont encore une logique d'appréciation héritée de l'époque soviétique et devenue aujourd'hui inadaptée face au danger du terrorisme djihadiste. Les régimes d'un côté répriment leurs oppositions islamistes légalistes et laïques, tandis que, comme les différentes révoltes dans les prisons tadjikes de Khodjent (novembre 2018) et de Vakhdat (mai 2019) viennent de nous le confirmer, ces oppositions sont aussi victimes des cellules intérieures de l'OEI. D'un autre côté, par leur clanisme, leur népotisme, leur corruption et leur captation insatiable des richesses, ces mêmes régimes ne répondent pas aux besoins vitaux de leurs populations en détresse économique et sociale toujours plus grande et jettent donc chaque jour les personnes les plus désespérées dans la gueule du loup djihadiste.

Au niveau régional, la plupart des États centasiatiques sont depuis 1992 membres de l'Organisation du traité de sécurité collective (OTSC), une alliance militaire russe qui, par la présence de bases militaires ainsi que de la 201^e Armée de Fusiliers Motorisés russe sur le Piandj (frontière tadjiko-afghane) et des exercices communs, est censée garantir leur sécurité. Mais, l'OTSC, relais militaire de la vision russe du terrorisme, n'a pas non plus

conscience de la gravité de la situation liée au djihadisme international, continuant à favoriser les approches de répression intérieure (chaque État-membre doit contrôler ses oppositions).

L'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), mise en place en 2001, par la Chine et comprenant un certain nombre d'États d'Asie centrale, ainsi que la Russie, partage également cette même approche, tout en liant obligatoirement la lutte contre le terrorisme à celle contre le séparatisme (ainsi, pour Pékin, tout Ouïghour séparatiste est obligatoirement djihadiste). Cette déformation et confusion des genres justifie certes l'enracinement des pouvoirs autoritaires dans les États de l'OCS, mais elle écarte toutes les oppositions politiques alternatives modérées et aggrave en conséquence la portée de remèdes communs efficaces dans la lutte contre un terrorisme transnational.

Enfin, nous devons tous déplorer le manque de coordination entre ces deux organisations et l'Occident. En effet, l'âge avancé des dirigeants, des structures de renseignement et militaires russes, chinoises ou occidentales ; fait qu'ils partagent encore la vision de l'opposition des blocs et de la guerre froide, alors que l'OEI préserve malheureusement toujours une certaine avance stratégique sur ses adversaires de par sa vision transnationale et les obligeant ainsi à s'adapter à son tempo. Aussi, la victoire sur l'OEI en Afghanistan, comme sur ses cellules en Asie centrale, ne pourra selon moi être possible que par un

approfondissement certain des coopérations entre les États et leurs services de renseignement et en sortant surtout du cadre étriqué et suranné du monde de la guerre froide. La prise d'initiatives concertées contre l'OEI permettrait ainsi de devancer l'écriture des événements par l'organisation terroriste et ainsi d'éviter que ceux-ci soient mis en œuvre.

Cependant, la perte de puissance des États-Unis et la montée de la Chine se traduisent dans la région par une présence économique, et désormais militaire, chinoise toujours plus importante. Pékin exporte, investit massivement et répare les infrastructures vieillissantes de l'époque soviétique en Asie centrale, tout en y maintenant une présence humaine désormais permanente pour son entretien. La Chine construit également une base militaire à Mourghab, dans le Gorno-Badakhchan tadjik, afin de barrer la route du retour aux djihadistes ouïghours et huis de retour des fronts irako-syrien et afghan du djihadisme. Elle entend aussi installer sa présence en Afghanistan dans les mêmes objectifs économiques et militaires. Pékin compte de plus en plus à ce titre à se poser comme seul rempart durable face au djihadisme. Or, cette alternative chinoise qui s'impose de plus en plus face au chaos afghan et à l'incurie dangereuse des pouvoirs politiques et économiques des États d'Asie centrale pourra à terme certes durablement pacifier et développer la région, mais, en retour, elle en fera un protectorat.

Interview de Yasmine Guedard

Ambassadrice de France au Tadjikistan

En date du 21 juin 2019, SEMme Yasmine Guedard a répondu pour le compte des Ambassadeurs de la Jeunesse à des questions en lien avec les dynamiques internationales du Tadjikistan.



INTERVIEW DE YASMINE GOUEDARD

Ambassadeurs de la Jeunesse : Comment le Tadjikistan se démarque-t-il de ses voisins d'Asie centrale pour faire valoir son importance dans les relations internationales ?

Yasmine Guedard : Bien qu'encore très lié à la Russie, le Tadjikistan, indépendant depuis 1991, a une politique extérieure très active, tant sur le plan régional que sur la scène internationale. Son président se déplace beaucoup, menant une politique très diversifiée, largement orientée sur les aspects sécuritaires et économiques. M. Emomali Rahmon a ainsi effectué, au cours de ces trois dernières années, de nombreux déplacements, en Russie, en Chine et dans le monde arabe. Il sera d'ailleurs en France et en Suisse en novembre 2019.

Aux Nations unies, le Tadjikistan se montre également actif. Il est l'initiateur de la « Décennie internationale d'action sur le thème de l'eau et du développement durable », formalisée par la résolution A/RES/71/222.

Pays enclavé, le Tadjikistan est conscient de la nécessité de s'ouvrir au monde extérieur. Il a accueilli les 14 et 15 juin 2019 le sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CICA (Conférence pour l'interaction et les mesures de confiance en Asie), un forum intergouvernemental dont l'objectif est de renforcer la coopération pour la paix, sur la base de la confiance entre États. Il a également accueilli une importante conférence internationale en mai 2019 sur le financement du terrorisme. En 2018, deux autres conférences internationales ont été organisées, les premières du genre, l'une sur l'eau, l'autre sur la lutte contre l'extrémisme et le terrorisme.

À une croisée des routes occidentales et orientales, avec sur son flanc sud les très grands marchés afghan, pakistanaï, indien et iranien, le Tadjikistan a l'ambition de devenir à terme un hub, entre les mondes slave, indo-européen et indo-iranien, retrouvant ainsi sa vocation première.

La publication récente de la nouvelle stratégie européenne en Asie centrale devrait permettre au Tadjikistan de renforcer ses liens avec l'Union européenne. Sur le plan régional, le rapprochement opéré au printemps 2018 avec l'Ouzbékistan est de nature à créer une nouvelle dynamique tant sur le plan économique que politique.

Deux dossiers mériteront une attention accrue au cours des prochaines années : le rapprochement avec la Chine, plus que jamais présente dans le pays, sur le terrain du commerce et de l'investissement ; la relation avec l'Afghanistan qui, souvent vu au travers du seul spectre sécuritaire, pourrait représenter un potentiel important pour le Tadjikistan et être une véritable aubaine en termes économiques, s'il était mieux intégré dans la région.

A.J : La différence culturelle entre le Tadjikistan, persan, et le reste de l'Asie centrale, turcique, est-elle ou peut-elle être à l'origine de discordes ?

Y.G : Le Tadjikistan est un pays qui a une longue histoire, qui a été à une croisée civilisationnelle, et qui est encore aujourd'hui un véritable carrefour linguistique au sein de la famille indo-européenne, entre les branches iraniennes, indo-aryennes et slaves.

Son histoire tragique, avec notamment la perte en 1929 des villes de Samarkand et de Boukhara, et, plus près de nous, la guerre civile qui a marqué les premières années d'indépendance du pays, ont fait oublier à chacun la place que cette partie d'Asie centrale a tenue au fil des siècles. Orientaux, les Tadjiks le sont de culture, mais les nombreux contacts qui ont toujours eu lieu entre peuplades nomades et sédentaires, la présence de la Russie, puis de l'URSS, sur l'ensemble de la région, pendant plusieurs siècles, font que le Tadjikistan reste très proche des autres pays d'Asie centrale, tant sur le terrain des coutumes que sur celui des mentalités.

La différence culturelle entre, d'un côté, des sociétés turques et de l'autre la société tadjike persanophone, ne me semble pas affecter les relations au sein de cet ensemble géographique. Le rapprochement opéré récemment entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan est venu confirmer la proximité entre les deux peuples et l'attraction mutuelle exercée.

L'appartenance du Tadjikistan à plusieurs mondes très différents en fait un acteur important de la région qui peut apporter à ses voisins des clés de compréhension sur certaines problématiques régionales, notamment sur le dossier afghan. C'est donc une richesse qui pourrait sans doute être davantage exploitée et qui est de nature à renforcer les liens entre l'Asie centrale, d'une part, et les pays du flanc sud, d'autre part, tel l'Afghanistan, mais aussi l'Iran.

A.J : Le Tadjikistan, château d'eau de l'Asie centrale : une arme diplomatique ou un outil de coopération ?

Y.G : Avec ses 11000 glaciers, le Tadjikistan est le château d'eau de l'Asie centrale. Derrière cette image poétique, se cache en réalité un processus saisonnier complexe qui a longtemps été géré, de façon centralisée, par le pouvoir soviétique. En été, les pays d'Asie centrale, situés en amont des fleuves, au premier titre desquels le Tadjikistan, approvisionnaient en eau les pays en aval. En hiver, le Tadjikistan et le Kirghizistan recevaient à leur tour de l'énergie, sous forme de carburant des pays de l'aval.

Cet équilibre régional a été progressivement abandonné après la chute de l'URSS, avec d'une part l'abandon de la vente du carburant à des prix préférentiels aux pays amont, d'autre part une limitation en approvisionnement en eau des pays aval par les pays de l'amont.

De fait, l'eau est une arme qu'il peut être dangereux d'utiliser. La construction du barrage de Rogoun, pourtant validée par les nombreuses études de la Banque mondiale, a été bloquée pendant de très nombreuses années par Tachkent, qui redoutait l'impact que celui-ci aurait sur ses approvisionnements et sur l'utilisation politique qui pouvait en être faite à son encontre par le pays voisin.

La donne a changé depuis le rapprochement opéré entre l'Ouzbékistan et le Tadjikistan en mars 2018, à l'initiative du président ouzbek, Chavkat Mirziyoev, et qui s'est traduit par un accord sur ce barrage de Rogoun.

La gestion de l'eau destinée à la production d'énergie et à l'irrigation des terres arables est actuellement un vrai moteur de coopération régionale pour le Tadjikistan, avec l'ensemble de ses voisins. Il en est ainsi du projet de la centrale de Dashtidjum avec l'Afghanistan, qui

permettra l'irrigation de centaines de milliers d'hectares dans ce pays et contribuera au développement des relations économiques avec le Tadjikistan.

Les pays de la région, qui sont en première ligne des effets du réchauffement climatique ont aujourd'hui tout intérêt à coopérer. Ils le savent. Les organisations internationales et l'Union européenne ont un rôle important à jouer pour veiller à ce que l'harmonie demeure entre ces pays d'Asie centrale et leur voisin afghan. Il en va de la sécurité de la région.

D'une certaine manière, en promouvant la décennie de l'eau aux Nations unies, le président Emomali Rahmon fait preuve de lucidité et montre la voie. Mais dans cette partie du monde tout est fragile. En outre, il importe de ne pas baisser la garde et de soutenir les efforts de pays soucieux aujourd'hui de stabilité et de paix. Le Tadjikistan qui a connu une terrible guerre civile entre 1992 et 1997 est sans aucun doute le plus concerné par l'importance et la nécessité d'une coexistence pacifique.

Bulletin d'abonnement

annuel

À retourner avec votre règlement à Ambassadeurs de la Jeunesse

31 Rue de Poissy - 75005 Paris

Tel. 03 85 51 27 78

☐

Je m'abonne

☐

J'offre un abonnement à

Nom : Mme / M. Prénom

Adresse

Tel Mail

PARTICULIERS

version numérique

☐ 15 €

☐ 50 € (soutien)

ENTREPRISES ET ABONNÉS BIENFAITEURS

version numérique

☐ 30 €

☐ 100 € (soutien)

Taux de TVA : 2,10 %

Pour consulter la version numérique, se rendre sur le site www.ambassadeurs-jeunesse.org pour créer un compte, avant de vous rapprocher de la rédaction pour activer l'abonnement.



Anciens numéros

Pour **commander les anciens numéros**, indiquer sur papier libre les numéros souhaités.

Prix du numéro : 4,80€ (frais de port : **France** - offerts ; **Étranger** : 4,10 € un numéro)

Revue Diplomatique :

N°5 - Terrorisme : qualifications plurielles et enjeux géopolitiques (janvier-mars 2019) / **N°4 - 2018 : entre transitions politiques et enjeux géopolitiques** (septembre-décembre 2018) / **N°3 - Regards croisés sur la Syrie** (mai-juillet 2018) / **N°2 - Quel développement économique pour les pays arabes rentiers ?** (mars-avril 2018) / **N°1 - Relations israélo-égyptiennes : quel partenariat ?** (janvier- mars 2018)

Nos partenaires



Créée en 2010, la marque novastrada est née de l'ambition de deux professionnels aguerris de la promotion immobilière, Arnauld Chemel et Emmanuelle Laurent. Tous deux incarnent une nouvelle génération de bâtisseurs. Leur métier : la construction de logements, avec un modèle de fonctionnement qui allie l'objectif industriel et les considérations de l'environnement sociétal, indispensables à l'aménagement durable des villes de demain.

SITE INTERNET : WWW.NOVASTRADA.FR



**INSTITUT
JEAN LECANUET**
Un forum pour le monde

Placé sous le patronage d'un grand démocrate et d'un grand Européen, qui fut aussi un résistant, un philosophe et un homme d'Etat, l'Institut se donne la mission suivante : contribuer à faire de la communauté internationale un espace proprement politique, ordonné autour d'un bien commun universel qu'il nous revient d'identifier et de servir, la démocratie. En redonnant sa dignité à l'action politique, en l'ordonnant au service de tous, en favorisant à cet effet le dialogue et la solidarité entre les peuples, les cultures et les traditions spirituelles, l'Institut entend faire preuve d'une fidélité créatrice envers les pionniers de l'action et de la pensée du personnalisme communautaire.

SITE INTERNET : WWW.INSTITUTJEANLECANUET.ORG



L'association « Ambassadeurs de la Jeunesse » et la SAS Umma Trading ont signé en 2018 un partenariat visant à promouvoir un produit aux vertus multiples : la PockyBall. Il s'agit d'un jouet simple d'utilisation, à destination de toutes catégories d'âge afin de développer les capacités motrices et l'habileté technique. Ainsi, en accrochant la PockyBall à la ceinture à l'aide d'un fil ajustable, chacun peut s'amuser en jonglant partout où il se trouve sans aucun risque de perdre la balle.

SITE INTERNET : WWW.POCKYBALL.COM

Retrouvez également notre Revue Diplomatique chez notre partenaire libraire

Éditions Magellan & Cie - 34 Rue Ramey, 75018 Paris

